

Altercommunisme

n°9 - Le cahier du séminaire Communisme - Octobre 2014

Comment l'écologie peut-elle être pleinement intégrée au combat pour l'émancipation ?

Communisme

Séminaire



<i>Intégrer la lutte des classes à l'écologie</i> - Stéphane Lavignotte	3
<i>Changer les rapports entre les Hommes et les rapports entre les Hommes et la nature</i> - François Longéras	7
<i>Une expérience d'écologie de type révolutionnaire</i> - Claire Kirkyacharian	11
<i>Face à la croissance verte accaparée par le Capital</i> - Makan Rafadjou	12
<i>Intégrer l'écologie dans la lutte des classes</i> - Philippe Stierlin	14
<i>L'altercommunisme doit intégrer la sobriété et la décroissance</i> - Gilles Alfonsi	16
<i>Rompre avec le productivisme</i> - Pierre Zarka	18
<i>Rupture avec le productivisme et développement</i> - François Longéras	19
<i>Une expérience communiste du combat écologiste et pacifique</i> - Louis Aminot	20
<i>Entre "écologie" et "socialisme", des difficultés importantes</i> - Francis Sitel	22
<i>L'écologie face au risque d'un modèle normalisateur</i> - Stéphane Lavignotte	24
<i>Créer des cadres communs</i> - Gilles Monsillon	25
<i>"Écosocialisme" ne convient pas</i> - Gilles Alfonsi	26
<i>Il n'y aura pas de combat écologiste efficace sans dépassement du capitalisme</i> - Bruno Bessière	27
<i>Des lieux de débat pour fédérer et construire l'alternative</i> - François Longéras	28
<i>Reprendre la notion de développement</i> - Makan Rafadjou	29

Ce neuvième numéro d'*Altercommunisme* contient les textes des interventions prononcées lors de la septième séance du séminaire *Communisme*, le 30 novembre 2013, animée par Gilles Alfonsi. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, André Pacco et Jean Tailleur - Transcription : Nadia Pinson

Note d'intention du séminaire Communisme

Initié par l'Association des communistes unitaires, ce séminaire a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du XXI^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée-théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Face à la crise globale du système capitaliste, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... -, combat contre toutes les dépossessions et contre la marchandisation de tout.

Dans le même temps, nous cherchons à refonder l'engagement communiste, pour affronter les défis d'aujourd'hui : ceux de la mondialisation des relations économiques, sociales et culturelles, ceux de l'ère nouvelle ouverte par la généralisation des nouvelles technologies de l'information, ceux de l'autogestion et du pouvoir du peuple, ceux de l'épuisement de la planète et de la sauvegarde de l'espèce humaine, ceux qui associent la promotion de toutes les solidarités et le respect de l'individualité de chacun. Nous cherchons à réfléchir à la révolution aujourd'hui nécessaire, pour dépasser le capitalisme et toutes les dominations : révolution démocratique, pour rompre avec la citoyenneté pauvre du système délégué actuel, avec des formes de représentation qui pervertissent la démocratie ; révolution qui investisse aussi le champ du travail, de sorte que la production du "nécessaire" ne soit plus - pour les productrices et les producteurs - la négation de la "libre réalisation de soi-même".

Nous voulons réfléchir - avec celles et ceux que ces réflexions intéressent, sans esprit de boutique et volontairement à l'écart des enjeux de pouvoir et de relations

entre organisations - non pas à un programme mais à une direction à prendre. Et nous le concevons non pas en vase-clos, comme si notre culture politique ne devait pas se mêler à d'autres, mais, au contraire, de manière ouverte, en favorisant les métissages sans uniformisation. Ainsi, par exemple, nous serons en dialogue avec les militants de l' "éco-socialisme", terme dont nous interrogerons l'intérêt et les limites.

Nous pensons que cela peut être utile pour que les luttes les plus immédiates soient moins récupérables et plus puissantes. Et nous pensons que se projeter dans la perspective d'une autre organisation de la société contribue à déterminer les vrais rapports de forces. La sécurité sociale - une avancée communiste, selon nous - aurait-elle vu le jour si ceux qui l'avaient inventée s'étaient contentés de penser dans les limites de ce qui semblait possible dans un pays alors ravagé par la guerre ?

Face à une crise globale du système capitaliste, qui recouvre toutes les sphères de la vie humaine, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent. Certains ont préféré abandonner le nom communisme, entaché par le "socialisme réel" des pays de l'Est et les crimes faits en son nom. Mais existent alors le risque de jeter le bébé avec l'eau du bain, la tendance à rabougir l'ambition et finalement la possibilité de renoncer à la radicalité nécessaire, dans un monde où l'entre-deux n'est plus possible.

Ainsi, on peut n'avoir aucune complaisance envers les crimes commis au nom du communisme et ne rien céder à la nécessité de cette transformation de la société dont "communisme" est le nom. Au contraire, nous pensons que le communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti, ni une institution mais mouvement d'idées et d'actions, dynamique politique populaire où l'appropriation du devenir commun, par chacun-e, résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans de spontanéité qui caractérisent toute révolution. Elaboration à laquelle des initiatives et forces politiques peuvent bien sûr contribuer, mais pas seules et sans aucune prééminence. Cela ne nous empêche pas de "faire de la politique" avec tous les antilibéraux, les anticapitalistes, les libertaires, les socialistes, les autogestionnaires, les alternatifs, les écologistes radicaux, les postcapitalistes et beaucoup d'autres ; c'est même le contraire : avec notre boussole - notre communisme -, nous ne concevons notre action que dans la convergence avec toutes les forces et tous les citoyens qui veulent rompre avec l'ordre libéral, économique, social ou politique. ♦

Intégrer la lutte des classes à l'écologie



Stéphane Lavignotte

Par écologie, je n'entends pas seulement la prise de conscience de l'importance de la question de l'environnement ou des limites de la planète, mais un mouvement social et une famille de pensée, aux racines anciennes, ayant plus particulièrement émergé dans les années 70. Ce mouvement remet en question aussi bien les modes de production et modes de vie alors dominants que les critiques et les alternatives qu'opposait le mouvement ouvrier traditionnel à cette réalité dominante.

La façon majoritaire de concevoir le combat pour l'émancipation est questionnée par l'écologie au nom justement du refus d'un certain nombre d'aliénations et de sujétions, présentes y compris dans les solutions proposées comme émancipatrices par le mouvement ouvrier : l'État, la technique, la progression de la richesse matérielle (croissance, consommation). Pour que l'écologie soit pleinement intégrée dans le combat pour l'émancipation, ce sont ces mises en cause que ce dernier doit intégrer. Ce sera ma première partie.

Dans les années 2000, des critiques venant de la décroissance et de l'écosocialisme ont fait apparaître des limites de l'écologie politique telle qu'elle avait en partie évolué en trente ans dans ses formes "développement durable" ou "croissance verte". Pour dépasser ces limites et pour qu'elle reste une approche émancipatrice, l'écologie politique doit à son tour, me semble-t-il, intégrer des éléments plus traditionnels du combat pour l'émancipation : la lutte des classes, la valeur d'usage, l'autogestion. Ce sera ma deuxième partie.

Dans les années 70, à l'articulation des Trente glorieuses et du début de la crise énergétique en 1974, l'écologie politique pointe comment des éléments traditionnellement

conçus comme unilatéralement émancipateurs sont devenus en partie aliénants. Lesquels ?

- La science, la technique, la technologie - sans qu'il ne soit guère fait de différence - sont traditionnellement perçues positivement par le mouvement ouvrier. Prenant l'exemple de l'automobile, du nucléaire, de la télévision - on pourrait y ajouter aujourd'hui l'informatique, la téléphonie portable, la vidéo-surveillance -, l'écologie pointe qu'elles deviennent de nouvelles aliénations. N'est-ce pas de ces techniques - et d'autres - que nous devons aujourd'hui aussi nous émanciper ? Problème démocratique, la majorité de la population a-t-elle la main sur ces techniques et la façon dont elles semblent se développer sans contrôle ? En "régime socialiste" serait-ce très différent ? Comment différencier entre des techniques aliénantes et des techniques émancipatrices, des techniques contrôlables et des techniques incontrô-

Le mouvement écologiste remet en question aussi bien les modes de production et modes de vie dominants que les critiques et les alternatives qu'opposait le mouvement ouvrier traditionnel à cette réalité dominante.

lables ? Est-ce une histoire de type de technique, ou de niveau de développement des techniques ? Ce sont des débats que l'on retrouve beaucoup actuellement et qui ont été inaugurés notamment par des penseurs comme Jacques Ellul ou Ivan Illich. Intégrer, donc, l'écologie dans le combat émancipateur, c'est y faire une place à une pensée critique de la technique.

- La croissance de la production et de la consommation sont également vues traditionnellement comme unilatéralement des sources d'émancipation. Une des raisons données par le mouvement ouvrier de dépasser le capitalisme serait que son organisation irrationnelle briderait ces croissances. L'écologie met cela en critique. Le problème n'est pas seulement celui de la limite des matières premières (du risque de pénurie des matières premières comme le pétrole, par exemple) ; ce ne sont pas seulement les problèmes de la gestion des déchets, de la pollution ou de la crise climatique, posés par la croissance sans limites de la consommation et de la production. L'écologie, dans la suite de mai 68, met en cause la société de consommation qui crée une nouvelle aliénation, où la logique de "l'avoir" prime sur "l'être", la quantité prime sur la qualité, où la publicité et le système généralisé des signes domine la construction des besoins et des imaginaires. C'est aujourd'hui de la croissance des

biens matériels dont il faut aussi s'émanciper sans que la frontière avec les "besoins sociaux de base" ne soit toujours facile à tracer. À quel moment passe-t-on des besoins sociaux de base aux besoins construits par la publicité ou par la surconsommation ? La réponse n'est pas évidente. Cela veut dire qu'intégrer la critique écologiste dans une pensée d'émancipation, c'est intégrer cette critique de la consommation et de la production. Mais c'est aussi poser la question du désir et de vers quoi nos désirs sont orientés dans cette société.

- Y compris comme moyens de s'émanciper des forces traditionnelles de la religion, des notables locaux, etc., le mouvement ouvrier majoritaire était également porteur d'une vision positive de l'État, de l'administration, ou de la centralisation (ce que l'on peut retrouver dans le modèle républicain traditionnel de la IIIe République). De manière plus sociétale, l'écologie s'inquiète que ceux-ci deviennent de nouvelles dominations qui uniformisent les richesses de la société. En parallèle de la découverte que, dans la nature, la biodiversité est une force, l'écologie met en avant l'inventivité de la société, la richesse

Pour intégrer pleinement l'écologie, le combat pour l'émancipation doit intégrer les critiques, faire une autocritique de son modèle de progrès.

des cultures régionales, la diversification des normes que portent les groupes minoritaires ou minorisés : femmes, homosexuels, immigrés, etc. L'écologie rappelle finalement ainsi la tradition d'expérimentation qui a existé dans le mouvement ouvrier avec le socialisme utopique. Il y a donc la critique d'une certaine vision uniformisatrice, qui porte aussi une critique du modèle républicain français. Et aujourd'hui, par exemple, dans les débats qu'il y a pu avoir autour du Manifeste pour l'écocapitalisme, une des interpellations que certains d'entre nous ont faite à sa première version était : comment le Parti de gauche peut-il développer l'écocapitalisme sans faire une autocritique de son républicanisme ? Cela oblige aussi à repenser l'institution : l'institution n'existe-t-elle que portée par l'État centralisé et uniforme ? Ou l'institution peut-elle prendre des formes plus diverses ?

La science, la technique, la croissance de la consommation et de la production, le développement de l'État et de l'administration, bref une partie des choses qu'on pouvait mettre derrière le mot "progrès", étaient des moyens de s'émanciper de la nature, du besoin, des forces traditionnelles de la religion et de la tradition. Mais ces progrès vers l'émancipation peuvent à leur tour devenir - ou sont devenus - de nouvelles sujétions dont il faut ou il a fallu s'émanciper.

Pour intégrer pleinement l'écologie, le combat pour l'émancipation doit donc intégrer ces critiques, faire une autocritique de son modèle de progrès, de ce qu'on met derrière le terme de progrès.

Mais inversement, l'écologie telle qu'elle a évolué depuis 30 ans doit faire son autocritique pour pouvoir intégrer ou rester une force dans le combat pour l'émancipation. L'écologie s'est en effet en partie transformée par rapport à ses intuitions initiales. Face à l'urgence environnementale, elle a cherché des applications concrètes et rapides, pour le meilleur mais pas toujours. Ainsi, ce qui est en général proposé derrière ce que l'on appelle "développement durable" ou "croissance verte" participe aujourd'hui très majoritairement de la domination du capitalisme.

Si l'écologie veut éviter ces travers et rester émancipatrice, elle doit à son tour intégrer (ou réintégrer car certains de ses fondateurs l'avaient déjà souligné) des éléments plus classiques issus du combat pour l'émancipation.

Le premier élément est la lutte des classes. Face aux problèmes environnementaux, il est faux de dire qu'on est tous dans le même bateau. Des écologistes américains, par exemple, ont développé l'idée qu'il y a souvent un premier temps où l'abus de la nature est gratuit (on va, par exemple, ouvrir une carrière, à proprement parler "piocher" dans la nature). Cet abus est gratuit, c'est-à-dire qu'il ne coûte qu'à la nature, il n'a pas de conséquences encore en terme de pollution ou de santé, et les classes peuvent alors se partager les bénéfices de cet abus. Mais cela ne dure qu'un temps. Rapidement il y a des conséquences à cette destruction de la nature (par exemple l'effet de serre, ou plus simplement la pollution dans une ville ou dans un atelier). Et les pauvres subissent plus que les riches les problèmes environnementaux (les riches peuvent toujours partir loin de la ville en vacances, s'il y a la montée des eaux, ils pourront toujours trouver une île au sec pour se réfugier, leur bureau est loin de l'atelier...)

Et surtout, suivant les solutions proposées, ce ne sont pas les mêmes qui payent le prix de la réparation ou la cessation de l'abus de la nature. Certaines solutions feront payer les plus pauvres, la majorité de la population, la collectivité publique tandis que d'autres obligeraient à réduire les bénéfices ou changer la structure voire la propriété de l'appareil productif. Bien sûr, en général, ce sont les premières solutions qui sont retenues. On pourrait prendre l'exemple des déchets. On a un système où les producteurs, en gros, continuent à faire des produits qui sont super emballés. On met un petit point vert et blanc et on fait payer une taxe. Donc le consommateur va payer, le consommateur va trier ses déchets et les collectivités locales mettent en place un système de tri. Tout l'effort est donc pour les consommateurs et les collectivités publiques (avec ce que cela coûte derrière) et ne fait rien porter sur les producteurs, sur l'usine, sur les actionnaires. Dans une approche qui aurait fait porter l'effort sur ces derniers, il aurait fallu changer le mode de production : imaginer moins d'emballages, une vision moins marketing des choses, peut-être raccourcir la

distance entre les lieux de production et les lieux de consommation parce que de gros emballages, cela permet de faire beaucoup de transport de très loin, etc. Donc, quand on a un problème écologique, celui des déchets, est-ce que l'on choisit une solution qui fait payer la majorité de la population (les plus pauvres, l'impôt)

Quand on a un problème écologique, est-ce que l'on choisit une solution qui fait payer la majorité de la population ou une solution qui porte sur l'appareil de production, quitte à devoir le changer, voire en prendre le contrôle ?

ou une solution qui porte sur l'appareil de production, quitte à devoir le changer, voire en prendre le contrôle ? S'il faut passer les propositions sociales au crible de la critique écologiste (au crible de la critique de la technique, ou de la critique de la consommation, de la production, etc.) il faut à l'inverse passer au crible des intérêts de classe divergents les solutions aux problèmes écologiques. Derrière les bagarres sur les solutions écologiques à un problème, il y a souvent la lutte de classes ayant des intérêts divergents. Je pense qu'il serait passionnant de passer les questions écologiques dans le conflit en Bretagne au prisme des intérêts de classe divergents, ce ne serait pas simple mais ce serait très intéressant.

Le second élément que doit à son tour intégrer l'écologie pour rester partie prenante du combat pour l'émancipation, c'est la distinction valeur d'usage/valeur d'échange. Face à cette question de la valeur, il y a deux tendances dans les débats sur l'écologie. La première est de donner une valeur d'échange à la nature en espérant que les capitalistes intégreront le coût de la dégradation de la nature dans leurs calculs. On va donner par exemple un prix au CO2 émis par les usines, ce qui crée un marché, et c'est par ce marché que l'on espère que les entreprises baisseront leur production de CO2. C'est le système des permis à polluer (du marché de la tonne carbone). Outre que cela ne marche pas parce que le lobby des grandes entreprises s'arrange toujours pour que le prix de la tonne de CO2 soit très bas et donc n'avoir quasiment aucun effort à faire pour atteindre ses objectifs, cela prolonge la tendance du capitalisme à tout transformer en marchandise, y compris quelque chose d'aussi peu palpable que l'atmosphère. La seconde tendance dans l'écologie est celle, au contraire, de développer la valeur d'usage en sortant un certain nombre de biens de la logique du marché : c'est tout le combat, par exemple, pour la re-socialisation des réseaux d'eau et la gratuité des premiers mètres cubes.

Le troisième élément que l'écologie doit réintégrer, c'est la question de l'autogestion. Là aussi, on pourrait relever deux tendances longues dans l'histoire de l'écologie, qui sont présentes dès ses premiers débats, si vous regardez, par exemple, les textes écrits au début des années 70 (73-77), d'un côté par René Dumont, et de l'autre par

Les actes du Séminaire sont dans **Altercommunisme**

Altercommunisme

n°1 - Le cahier du séminaire Communisme - Séance de lancement, 2 février 2013

Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ?

Introductions
De quoi parle-t-on lorsqu'on parle de communisme ? - Laurent Lévy 3
Le communisme comme mouvement réel - Nicole-Edith Thévenin 8

Interventions
Où et comment regardons-nous ? - Stéphane Lavignotte 13
Un contre-récit ? - Laurent Eyraud-Chaume 14
Rapports d'exploitation et appareil d'Etat : deux points cardinaux - Pierre Zarka 15
Un besoin de politique nouvelle - Catherine Tricot 18
Dépassement, rupture : du "déjà-là" au "jamais-vu" - Makan Rafatdjou 19
Partout et sans limite, la question du communisme... - Jean Brafman 22
Avec le communisme, toutes les questions sont sur la table - Gilles Alfonsi 23
Parler du communisme pour être entendu - Pierre Cours-Salies 26
Altercommunisme - Philippe Stierlin 30
Du dessin au dessein - Yves Laverne 35
Aliénation, émancipation, révolution : Marx et Freud - Nicole-Edith Thévenin 37
S'arracher de ce qui va de soi - Pierre Zarka 39
Que produisons-nous ? - Stéphane Lavignotte 41
L'incontournable question du dépassement de l'Etat - Laurent Lévy 43
Un pouvoir radicalement démocratique - Pierre Cours-Salies 44
12 millions de créatifs politiques dans la métropole francilienne - Makan Rafatdjou 45
Pour améliorer le quotidien, "dépassement de l'Etat" ? - Patrick Vassallo 47

Communisme

Séminaire

Note intention du séminaire "Communisme". Initié par l'Association des communistes unitaires, ce séminaire a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée - théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... - ; combat contre toutes les dépossession et contre la marchandisation de tout. (suite p. 2)

Altercommunisme

n°2 - Le cahier du séminaire Communisme - Deuxième séance, 30 mars 2013

Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?

Introductions
Classes, lutte de classes, rapport d'exploitation - Pierre Zarka 3
Rapports d'exploitation, rapports d'appropriation et lutte des classes - Francis Sittel 6

Interventions
Lutte des classes et situations d'oppression - Paule Ménahem 8
FSM : le déficit d'analyse du système d'exploitation - Bernard Calabuig 8
Construire dans la réalité d'aujourd'hui - Jacqueline Rouillon 9
Contre l'idée d'une contradiction qui dominerait les autres - Laurent Lévy 10
La démocratie, une conquête permanente - Marc Lacreuse 11
Déplacements de l'antagonisme des classes sociales - Jean-Claude Mamet 12
Il faut nommer les choses - Leo Landau 13
Ouvrir le débat sur toutes les dimensions - Jean Brafman 14
Assumer des ruptures avec notre propre culture... - Gilles Alfonsi 15
Comment se forme la classe ? - Stéphane Lavignotte 17
Distinguer, relier et unir exploitation et domination - Jacques Bidet 19
Problèmes de l'individualité et de la centralité du combat de classe - Francis Sittel 21
Le champ des rapports d'exploitation - Pierre Zarka 22
La domination au singulier - Patrick Darré 23
Au plus profond de l'intime - Daniel Rome 24
Nommer nos ennemis... et nos amis - Catherine Destom-Bottin 25
Et la domination culturelle ? - Guillaume Attencourt 25
Des droits pour tous - Pierre Cours-Salies 26
Démocratisation radicale et cohérence émancipatrice - Bruno Bessière 28

Communisme

Séminaire

Ce deuxième numéro d'Altercommunisme contient les textes des interventions prononcées lors de la deuxième séance du séminaire Communisme, le 30 mars 2013, animée par Philippe Stierlin. Certains ont été reus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme des points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kintz, Jean Tailleux, André Pocco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

www.comunistesunitaires.net

Serge Moscovici. Il y a une tendance qui, à la suite de René Dumont (qui par ailleurs a des positions plutôt assez socialistes, marxisantes, mais ceci explique peut-être aussi cela), au nom de l'urgence et d'une certaine vision technicienne, pense que le changement passera par des décisions autoritaires prises par des technocrates avisés. Il y a des passages dans *L'utopie ou la mort* (l'ouvrage de référence de Dumont) où il vante la politique de l'enfant unique en Chine, le système de la stérilisation au Japon, le rationnement pendant la guerre, en disant que, tout de même, il faut des mesures urgentes et technocratiques face à la crise écologique. La deuxième tendance, c'est celle qui à la suite de Serge Moscovici pense que le changement viendra d'abord de la capacité de la société à inventer de nouvelles formes de vie. L'autogestion se situe bien plus dans cette seconde veine, même si la question de la généralisation

Lutte des classes, valeur d'usage/valeur d'échange, autogestion, voilà des éléments que l'écologie doit donc intégrer si elle veut rester partie prenante du combat pour l'émancipation.

des inventions de la société et le débat renouvelé sur la planification oblige à penser peut-être autrement cette alternative.

On voit bien que dans l'écologie actuellement, il y a d'un côté cette vision d'une écologie qui est d'abord une écologie d'en haut, avec des décisions autoritaires et technocratiques, où l'on décide à base de comités Théodule avec des gens qui sauraient. Et puis il y a tout un mouvement d'expérimentations qui conteste en partie à cette première écologie la question du savoir et qui est beaucoup plus une écologie de mobilisation de la société. C'est de ce côté là que se pose la question de l'autogestion généralisée, c'est-à-dire comment, partout où l'on est, on prend en charge les affaires qui nous concernent. Cependant, le fait de mettre côte à côte de nombreuses expériences ou expérimentations ne fait pas forcément un levier de changement suffisant

C'est l'intérêt du débat qui a été amené dans la dernière campagne des présidentielles sur ce qu'on a appelé la planification écologique. Une planification qui voudrait changer la société d'en haut retomberait dans les travers à la René Dumont. Mais la planification peut être un outil d'articulation : connaître ce qui se fait à certains endroits pour allouer des ressources et des moyens permettant de développer ailleurs ces initiatives, ces expériences, de les dupliquer. Cela évite que des expériences intéressantes restent limitées à un endroit. La planification permet leur généralisation.

Lutte des classes, valeur d'usage/valeur d'échange, autogestion, voilà des éléments que l'écologie doit donc intégrer si elle veut rester partie prenante du combat pour l'émancipation.

Il me semble donc que dans cette question de l'intégration de l'écologie au combat pour l'émancipation, deux volets se complètent. D'un côté, les combats traditionnels pour l'émancipation doivent intégrer un certain nombre de questions de l'écologie sur ce qu'on appelle traditionnellement le "progrès". Et inversement, il faut que l'écologie sache intégrer un certain nombre de questions (lutte des classes, valeur d'usage/valeur d'échange, autogestion) issues du mouvement ouvrier pour éviter d'être avalée par les risques technocratiques, du capitalisme, etc.

En conclusion et comme ouverture, je voudrais interroger le terme "émancipation". Il s'agit de se libérer d'une main qui nous contrôle. Si cette main est au-dessus, effectivement elle nous tient en servitude, il faut s'en libérer. Mais dans une vision courante, l'émancipation pourrait être synonyme d'une autonomie qui pourrait vouloir dire que nous ne serions dépendants de personne et de rien. Or, l'écologie, instruite par la logique de la nature et des écosystèmes, est critique de cette vision de l'humain seul qui n'aurait besoin ni des autres ni de la nature. Je crois qu'effectivement nous avons besoin de la nature, de la planète, des autres. Et comme croyant je rajouterai : de Dieu. Je crois que nous ne sommes nous-mêmes réellement ce que nous sommes qu'à travers les autres, qu'à travers la nature, qu'à travers un Autre. Et que la vie est toujours, quand elle est vraiment la vie, une interdépendance. La question est donc, certes, celle de l'émancipation, la question de se sortir de la main, mais elle est surtout la question de la qualité du lien qui nous unit à la nature, aux autres, etc. La main est-elle une main qui nous domine ? Alors il faut s'en émanciper. Mais si, au contraire, elle est une main fraternelle qui nous est tendue et que nous pouvons tendre, alors nous pouvons la saisir. L'écologie est alors une pensée du besoin les uns des autres, une pensée de l'ensemble émancipateur, une recherche du commun souhaitable. Et donc, entre une recherche du commun souhaitable et une façon de penser le communisme, je pense qu'il y a des choses très proches qui peuvent être réfléchies ensemble. ♦

Stéphane Lavignotte

Changer les rapports entre les Hommes et les rapports entre les Hommes et la nature



François Longéras

Pour l'instant je n'ai pas de désaccord avec ce que vient d'énoncer Stéphane. Je vais essayer d'être complémentaire.

J'ai donc cherché un autre angle, en partie pour se réapproprier les liens entre ce qu'est l'écologie politique et nos propres histoires, "les" histoires du mouvement ouvrier.

Un peu d'histoire...

Les valeurs fondamentales de l'écologie politique ont une longue histoire. On les retrouve dans les prémices mêmes de l'histoire du mouvement ouvrier, en particulier à travers les courants du socialisme utopique (Robert Owen, Fourier) et du communisme libertaire (ou du socialisme libertaire). C'est là que l'on trouve sans doute les premiers développements un peu construits, car déjà se profilait dans leur réflexion (à travers notamment les pratiques et la théorisation des premiers mouvements coopératifs) une articulation entre modes de production et modes de consommation, ce qui est au cœur de la pensée écologique et écologiste.

L'histoire du mouvement ouvrier, en particulier autour des débats assez long (fin du XIX^e et tout au début du XX^e) au sein de l'AIT (la 1^{re} Internationale), a connu une défaite de la majeure partie des courants libertaires (sauf Bakounine) et la victoire des marxistes faisant un choix dans les hypothèses de Marx. Il se trouve que le courant marxiste dominant, à l'intérieur même de ceux qui ont fait usage de la pensée de Marx, a fait le choix de ce que j'appellerais une démarche "directiviste" dans la construction du rapport de forces. Ils ont fait ce choix privilégiant le combat central, la conquête du pouvoir d'État comme bataille politique principale, essentielle, déterminante, et surpassant toutes les autres.

Paradoxalement, d'un autre côté, les sociaux-démocrates, puis le mouvement communiste ont largement accompagné les réseaux de coopératives de consommation, comme outil de solidarité et de résistance. Et l'ensemble du mouvement ouvrier, les organisations syndicales, les mutuelles avaient accompagné tous les mouvements de résistance et d'alternative dans la société y compris dans la question du sport, des magasins, de la distribution, etc. Il y avait une volonté de partager et de se préoccuper de l'ensemble de ce qui fait la vie et

Le projet écologiste est un courant qui embrasse toutes les questions de la société, notamment au départ la question des modes de production et de consommation.

les échanges. Jaurès contribua à l'édification de la Fédération des coopératives de consommation, qui se définissait comme un "organe d'émancipation des travailleurs". Le mouvement ouvrier avait de manière assez spontanée une volonté de s'approprier l'ensemble des questions qui font le vivre ensemble. Avec un petit hiatus quand même sur le bilan que l'on peut faire maintenant des réseaux coopératifs de consommation qui ont progressivement disparu (cela renaît sous une autre forme : des magasins Coop aux magasins Agir). Si l'utilité sociale de ces réseaux-là est incontestable (ou a été incontestable), en interne en revanche, si l'on revisite plus en profondeur la manière dont cela fonctionnait, les salariés de ces coopératives de consommation n'étaient pas traités de manière acceptable. Au nom de l'utilité sociale de leur activité, on ne se préoccupait pas à l'époque de leur condition à eux. D'un autre côté les coopératives de production, ce que l'on appelle aujourd'hui du nom générique de SCOP (sociétés coopératives de production, devenues depuis deux ans sociétés coopératives et participatives), ont été plutôt négligées, sauf dans une période assez courte (la plus symbolique étant le soutien de Jaurès à la verrerie d'Albi, moment fort de l'histoire du mouvement ouvrier). Elles l'ont été notamment parce qu'elles menaient, selon les dirigeants de la gauche à l'époque, un combat secondaire (et donc autant se préoccuper de ce qui faisait progresser la société et la conscience sociale, la conscience de classe), et parce qu'elles étaient soupçonnées d'une fonction objective d'auto-exploitation, voire de collaboration de classe. C'est un discours qui est encore relativement présent, ce qui amène chacun à réfléchir sur la manière dont on fonctionne dans ces structures aujourd'hui.

On voit bien que le projet écologiste est un courant qui s'est construit progressivement, qui embrasse toutes les

questions de la société, et notamment au départ la question des modes de production et des modes de consommation, et celle des relations entre l'homme et la nature. Marx, dans ses Premiers manuscrits, a différencié le procès de travail en général et le procès de production capitaliste, et il avait intégré (parce que c'est le même débat au fond) la question de penser la finalité de la production. Parmi les nombreux marxistes critiques, Castoriadis a repris ces textes assez tôt et s'est inspiré de cette démarche. Comme Illitch ou Antré Gorz (qui font partie

Les questions d'expérimentation et d'émancipation sont déterminantes dans notre démarche : on ne peut pas penser la transformation sans s'appuyer sur l'engagement de chacun.

des références dans la construction idéologique du mouvement de l'écologie politique), Castoriadis insistera sur l'importance de changer les rapports entre les humains si l'on veut changer les rapports entre l'Homme et la Nature. Changer les rapports entre les humains est important quand on est écologiste, donc militant d'un progrès humain (on rediscutera du progrès parce qu'il y a confusion entre le progrès et le productivisme dans la pensée de la gauche).

Et de ce point de vue, les questions d'expérimentation sociale et d'émancipation humaine sont déterminantes dans notre démarche, dans la mesure où on ne peut pas penser le changement, la transformation sociale et écologique, sans s'appuyer sur l'engagement volontaire et individuel de chacune des personnes. Et au cœur de cette démarche issue du XIX^e siècle, la clef de voûte des pratiques politiques est que "une personne égale une voix" dans toutes les sphères de la société, cela fait partie de la pensée écologiste. C'est devenu maintenant un des fondements de l'économie sociale et solidaire et de l'éducation populaire, même si ce n'est pas pratiqué toujours de manière très heureuse. Mais on ne peut pas penser qu'une personne égale une voix, si on ne pense pas non plus l'engagement de l'association libre entre les individus, c'est-à-dire que l'on s'engage volontairement dans le projet de société.

L'émergence de l'écologie politique au début des années 70

Il n'empêche que c'est au cours des années 60 et vraiment dans les années 70 que l'on se retrouve véritablement avec un mouvement politique.

André Gorz disait qu'il y avait deux approches possibles de l'écologie. La première s'appuie sur la science écologique, cherchant à calculer des seuils à ne pas franchir pour être assuré de pouvoir poursuivre l'expansion de la sphère techno-industrielle. Cette démarche permet de définir les normes de limitation des prélèvements et des rejets dans le cadre d'un métabolisme société/nature gouverné par une raison purement instrumentale. De

telles politiques de préservation du milieu seront conduites par les États à la seule fin de « renforcer l'hétérorégulation administrée du fonctionnement de la société ». La seconde vision est celle qui a porté l'essentiel des mouvements écologiques et écologistes. C'est à l'inverse à partir de leur culture du quotidien et de la défense de leur monde vécu que sont nés ces mouvements. Les premières manifestations du mouvement écologique en Europe et en Amérique du Nord étaient dirigées contre « des mégatechnologies en faveur desquelles les industries privées et/ou les administrations publiques dépossédaient les citoyens de leur milieu de vie ». On retrouve ici l'opposition classique depuis Ivan Illich entre hétéronomie et autonomie. C'est-à-dire l'opposition entre de puissantes machines technico-administratives aliénant aux habitants les bribes de milieu naturel auxquelles ils pouvaient encore accéder et confisquant « le domaine public au profit d'appareils techniques qui symbolisaient la violation par le Capital et par l'État du droit des individus à déterminer eux-mêmes leur manière de vivre ensemble, de produire et de consommer ».

Vous voyez qu'à chaque étape dans la construction du mouvement écologique, la manière de gouverner et la manière de prendre son destin en main a été le point de débat crucial qui nous a amenés à faire des choix au cours de l'histoire, et on n'a pas fini ! Je pense que l'on va reparler tout à l'heure de la manière dont on mène les combats et dont on fait très concrètement de la politique.

Dans l'histoire plus récente, le moment fondateur, à mon sens, de la convergence entre les luttes sociales et environnementales, ce n'est pas l'élection de 74 où l'on a vu, symboliquement, la candidature de René Dumont mettre la question écologique au cœur de la politique. Pour moi, c'est l'année d'avant, c'est Lip et le Larzac : pour la première fois on avait une convergence concrète, une mobilisation concrète d'un côté du mouvement ouvrier et d'un autre côté d'un mouvement paysan. On avait là en 73, pour la première fois, à la fois une alliance sociale entre ouvriers et paysans, et d'autre part une alliance politique très largement portée par la gauche alternative autour notamment des courants qui ont composé le PSU, mais pas seulement. Ont également été très forts dans cette démarche là les courants pacifistes, les courants chrétiens de gauche, très impliqués dans la solidarité avec les pays du Sud après la guerre d'Algérie, et qui portaient également à ce moment là une démarche d'auto-organisation, intégrant les rapports Nord-Sud, et la question de la finalité de la production. Et donc, en 73 puis 74, on a pu toucher du doigt dans la société, de manière très concrète, qu'il y avait non seulement une alliance possible mais aussi qu'une alternative se posait quand on articulait les modes de production et la finalité de la production, à la fois dans le champ de la production industrielle, de la production en général et de la production agricole en particulier - tout ce qui faisait effectivement la vie sociale d'échanges, en particulier de marchandises.

À ce moment là l'écologie politique n'existait pas comme force politique. Une force qui essayait de la porter, c'est le PSU, qui a tenté de théoriser mais qui en est resté grosso modo à une fonction de laboratoire (pour le dire très rapidement). Le PSU s'était objectivement porté comme une force d'appoint qui allait simplement assainir la vie politique et il en est arrivé à être simplement une variable d'ajustement de la gauche et de ne pas se poser comme un parti, une organisation, lié à une alternative politique (c'est ce qui a créé une rupture en son sein, d'ailleurs).

Le parti des Verts est né, si je me souviens bien, en 84. Il a d'abord été une convergence d'associations environnementales qui s'appuyaient sur des luttes locales, puis s'y sont agrégés progressivement des gens très largement issus de la gauche alternative (pour aller vite), de tous les courants dont j'ai déjà parlé mais de manière extrêmement large. Ce courant politique des Verts a longtemps incarné seul l'écologie politique. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, l'écologie politique dépasse très largement ce qu'est Europe Ecologie : ce n'est pas simplement une mobilisation de parti, cette pensée a très largement essaimé. Les Verts ont réussi à faire passer l'idée que la question environnementale est déterminante et que la question de l'écologie politique est l'articulation de la survie et du redéploiement de l'espèce humaine dans l'écosystème global de la planète. Voilà ce qu'ont pu apporter les Verts à un moment, et je considère que les Verts devenus Europe Ecologie sont dans une impasse. Ils ne se construisent plus en tant qu'appareil politique dans une logique d'émancipation, d'autonomisation et d'auto organisation, parce que la question institutionnelle a pris le pas (je caricature un peu, Europe Ecologie, ce n'est pas que cela) et donc celle de son auto-reproduction maintenant, c'est-à-dire la reproduction d'élites élues pour faire fonctionner le parti. Toute organisation politique, de toute façon, n'est pas à l'abri d'une dérive comme celle-là. Mais il est vrai qu'avec une organisation aussi jeune qu'Europe Ecologie, cela a été extrêmement vite. Avec Stéphane (nous nous sommes connus chez les Verts), nous avons vu en quelques années ce parti s'ossifier du point de vue de sa pensée, en absorbant une partie de la pensée dominante, et donc globalement devenir aussi, au bout du

compte, une force d'appoint. Et à force d'être complètement institutionnalisée, c'est devenu dans le fonctionnement interne, grosso modo, une organisation d'écuries, une professionnalisation quasiment totale de la vie politique. Avec aussi des fonctionnements contre-productifs,

Les Verts ont réussi à faire passer l'idée que la question de l'écologie politique, c'est l'articulation de la survie et du redéploiement de l'espèce humaine dans l'écosystème global de la planète.

si bien qu'au nom d'une certaine efficacité, on est passé d'une logique de coopération dans la construction du parti politique (qu'on a connue dans les débuts, très clairement) à une logique de compétition exacerbée. Avec un paradoxe, c'est que le point de démarrage de cette démarche compétitive (en réalité, de luttes entre les individus) s'est appelé La Coopérative. C'était quand même un beau projet, et ce n'était pas écrit dans l'histoire. Cela fait longtemps que je ne donne plus de leçons et que je n'ai pas de solutions sur les quarante ans à venir, mais cela fait toujours un peu mal. Cela veut dire que l'instrument coopératif est ce qu'on en fait, comme pour tout le reste, comme toute organisation : nous en sommes tous responsables. Dans ce paysage là, il faut voir comment essayer de renouveler la vie politique.

Et pour conclure je dirai deux ou trois choses. La première, c'est qu'effectivement dans les questions écologiques et sociales, il y a un renouvellement des pratiques de protection de l'environnement et de solidarité sociale que le capitalisme a détournée. C'est ce qu'on appelle dans le jargon des écolos le greenwashing et le social business. C'est le débat, en ce moment, autour de la loi de Benoît Hamon, qui s'est incliné totalement devant la pression des plus libéraux et des gens qui font de l'écologie locale et de l'action sociale de terrain dans une logique marchande, à l'inverse de tout notre discours de bien commun, de solidarité, de citoyenneté. Ce débat là est véritablement dans l'actualité.

+ D'INFO



communistes unitaires

www.communistesunitaires.net

blogs.mediapart.fr/communistes-unitaires

cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

www.cerisesenligne.fr

LA
FASE
Fédération
pour une alternative
sociale et écologique

MEMBRE DU
FRONT
DE GAUCHE
ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

Je prendrai un exemple, celui des Fralib. Pourquoi le cas des Fralib est-il intéressant ? Pas uniquement parce que c'est une lutte ouvrière exemplaire. C'est intéressant d'abord parce que quand ces camarades (un peu plus de cent), suite à la liquidation de leur entreprise, mènent une lutte acharnée pour préserver leur emploi, très rapidement, en quelques semaines, ils se posent la question de reprendre la production en coopérative. C'était une révolution dans la mesure où c'était en dehors de leur culture politique quelques semaines auparavant (je les vois à peu près toutes les semaines et je travaille avec eux depuis deux ans et demi). Les plus politisés d'entre eux étaient plutôt dans les courants rouge vif, au sens organisationnel du terme, et donc, pour eux, le mouvement de l'économie

Le débat qui se pose pour nous très concrètement, c'est celui de la manière dont on va pouvoir articuler la démocratie d'entreprise et la finalité de la production.

sociale, les SCOP, c'était en dehors de leur culture politique. Or ils ont fait cette démarche de vouloir se transformer en coopérative. C'était la première chose.

La deuxième chose, c'est que, comme beaucoup, quand on arrête la production on réfléchit, on discute, on va voir plein de gens. Et c'est très porteur dans une lutte de manière assez générale. Et ils sont devenus, pratiquement, concrètement, en un an ou deux, des militants écologistes par leur projet politique. Et ils l'assument maintenant ! Et pourquoi ? Parce qu'ils ont pris conscience très concrètement des problèmes. Par exemple, ils se sont rendu compte que sur les fûts qui contenaient les poudres avec lesquelles ils fabriquaient des tisanes, il y avait des petites têtes de mort hautes de quelques dizaines de millimètres. Ils se sont donc demandé comment ils allaient récupérer les matières pour reprendre la production. Ils en sont arrivés à défendre l'idée des circuits courts, c'est un concept qui était en dehors de leur imaginaire politique et de leur quotidien. Mais pour le thé, le circuit court ne marche pas en France, ils ont donc interpellé les réseaux de commerce équitable, et puis sont eux-mêmes allés chercher des coopératives au Vietnam et discuter sur place pour savoir ce qui se produisait comme qualité, comment cela allait se passer, etc. Et aujourd'hui, ils continuent la bataille contre Unilever, l'enjeu pour eux pour avoir de quoi redémarrer dans de bonnes conditions étant d'une part de récupérer la marque Éléphant et d'autre part d'avoir une commande de production par Unilever pendant deux ou trois ans.

L'exemple des Fralib est très porteur parce qu'il y a eu une prise de conscience dans la pratique qui a duré deux ans. Ils ont bâti leur projet, ils se sont inscrits dans une démarche politique et sociale d'alternative complète. Et depuis que la lutte des Fralib a émergé, est connue publiquement dans les milieux militants, en particulier dans

les milieux syndicaux, il ne se passe pas un mois sans que des travailleurs en lutte ne se posent le problème de reprendre en coopérative ou de socialiser leur moyen de production. Car la logique dans laquelle nous travaillons, c'est une logique de socialisation des moyens de production, ce n'est pas forcément une auto-organisation au sens coopératif mais cela peut l'être au sens de municipalisation, régionalisation, etc.

Et donc le débat qui se pose pour nous très concrètement, c'est celui de la manière dont on va pouvoir articuler la démocratie d'entreprise et la finalité de la production. C'est la question essentielle et je pense que très globalement un des apports principaux de l'écologie politique est là.

Enfin une dernière chose sur ce qui me paraît un débat central : quel chemin pouvons-nous emprunter pour arriver à une République autogérée ? C'est pour moi la question politique de l'heure.

Ce qui m'interroge aujourd'hui, c'est comment peut-on arriver à avoir comme boussole une République de territoires autogérés et auto-organisés et assurer l'égalité des territoires ? De même pour le débat le plus concret auquel nous sommes confrontés aujourd'hui : qu'entendons-nous par planification écologique démocratique transitoire ?

On se rend bien compte dans tout le discours territorialisé par les libéraux, par la droite, voire par les socialistes (l'Acte III de la décentralisation en est un très bon exemple), qu'il y a, au nom des territoires, une dérive décentralisatrice mortifère puisque les élus municipaux, qui sont les seuls encore vraiment reconnus dans la vie politique, perdent toute légitimité et toute compétence. Donc, effectivement, il y a un effet contre-productif. Cela dit, comment peut-on assurer une démarche socialiste autogestionnaire de transformation sociale et écologique à la fois intégrant une transition écologique dans l'égalité des territoires, et en faisant en sorte que ce soient les territoires qui s'emparent ?

Je n'ai pas de réponse aujourd'hui. La réponse historique, celle des fédéralistes, montre les limites de cet exercice. Et on sait très bien aussi que l'État autoritaire ne peut que reproduire une bureaucratie ou une classe. Ce qui veut dire que la question qui nous est posée est que, à mon avis, on a besoin encore d'un appareil d'État pour organiser cela, que donc, on va aujourd'hui faire en sorte de s'approprier l'appareil d'État, et ne pas le laisser être récupéré par une nouvelle caste, une nouvelle classe, une nouvelle couche dirigeante qui, de fait, fera périr notre projet d'émancipation.

L'écologie a replacé les enjeux à leur place. L'écologie a réussi à dire quelle peut être la juste place de l'Humanité dans les écosystèmes. Maintenant, comment fait-on ? La réponse est complètement ouverte, à mon avis. ♦

François Longéras

Une expérience d'écologie de type révolutionnaire



Claire Kirkyacharian

Vous ne me connaissez pas bien mais je suis les travaux du séminaire depuis le début. Je viens de Grenoble et je suis "rouge et verte", depuis toujours. Pour illustrer cela, je vais vous raconter mon histoire. Ce n'est pas du tout la personne qui est intéressante, c'est l'histoire de ce parcours particulier.

À Grenoble, le courant autogestionnaire révolutionnaire existe depuis toujours. Grenoble est une ville de résistance (une ville résistante, compagnons de la Libération), le courant autogestionnaire et le mouvement ouvrier y ont toujours été liés. Il s'agit d'une petite ville polluée et industrielle, coincée entre des montagnes, et l'industrie principale qui a fait vivre Grenoble, c'était la chimie, et la chimie - comme vous le savez -, c'est polluant pour l'atmosphère, c'est tuant pour les ouvriers et ça fabrique des produits qui tuent les gens dans le Tiers-Monde par des armes. Donc le débat de fond à Grenoble a toujours existé.

J'ai adhéré à la Jeunesse communiste quand j'avais 14 ans et j'ai découvert qu'en le faisant, j'adhérais à l'UJFF (l'Union des jeunes filles françaises). C'était très mystérieux pour moi et constituait une mauvaise surprise parce que je découvrais que la moitié du monde était séparée de l'autre moitié. Je crois que mon premier sentiment écologiste est né le jour de mon adhésion à la Jeunesse communiste.

J'appartiens à un mouvement qui s'appelle l'Association pour la démocratie, l'écologie et la solidarité (ADES), une sorte d'OVNI local qui a 30 ans d'existence, avec des militants issus du mouvement ouvrier, des intellectuels, des chercheurs, et qui édite tous les mois depuis 25 ans un journal, qui s'appelle "Le Rouge & le Vert" grâce à Stendhal. En fait, je suis, comme beaucoup, révoltée contre

le productivisme tout en étant communiste. Parce que j'étais partageuse, j'ai depuis toujours cherché ma voie, donc je me suis fourvoyée dans tous les mouvements minoritaires du monde, et depuis toujours, par exemple aux présidentielles, je vote et appelle à voter pour les candidats qui font 2 % (y compris Pierre Juquin !).

Il est intéressant de se rendre compte que l'écologie de type révolutionnaire - le projet politique écologique n'est pas arrivée par hasard dans les années 70-80 -, ce sont les mouvements de décolonisation et le mouve-

Il est intéressant de se rendre compte que l'écologie de type révolutionnaire n'est pas arrivée par hasard, ce sont les mouvements de décolonisation et le mouvement anti-impérialiste qui l'ont amenée.

ment anti-impérialiste qui l'ont amenée. C'est aussi parce que les ouvriers immigrés ont rencontré les ouvriers d'origine française dans les usines (à Grenoble, dans la chimie, c'est le Tiers-Monde qui est venu à la rencontre du "Premier Monde"). C'est à ce moment là que je me suis aperçu avec plein d'autres camarades que les ressources étaient au Sud et les industries au Nord, que l'on prenait l'uranium en Afrique pour lui faire traverser tout le Sahara, en irradiant les gens. J'ai donc fait partie aussi du mouvement anti-nucléaire, pas seulement parce que le nucléaire tue, pollue et rend con, mais aussi parce que ce n'est pas vrai qu'il assure l'indépendance énergétique. On est dépendant des gens, des pauvres gens, dont on extrait l'uranium de leur sol.

C'est important de raconter cela, parce que c'est une petite histoire que des milliers de gens partagent. Grenoble n'a rien d'exceptionnel, le mouvement ouvrier est traversé par ces idées là depuis très longtemps. L'histoire commune va se construire avec encore beaucoup de conflits, parce que malheureusement les communistes sont rétifs et sectaires, quant aux écologistes n'en parlons pas ! Donc moi qui suis comme bien des gens à la croisée de ces deux chemins, je refuse de me couper en deux, j'existe comme je suis, je suis à l'aise ici et je suis persuadée que l'avenir est à l'écologie politique, rien d'autre. ♦

Face à la croissance verte accaparée par le Capital



Makan Rafadjou

Sur la question de la technique, dans la tradition communiste, on n'a peut-être pas été assez attentif (les communistes et le mouvement ouvrier en général) aux réflexions qu'a apportées l'écologie. Mais la critique sur la technique est diverse, par toute l'École de Francfort, par des pensées aussi différentes que Heidegger, Simondon, Hottois, Beaune. Et je pense que cette diversité est aussi intéressante à prendre en compte. C'est-à-dire que la dimension écologique ne se réduit pas à toute la critique de la technique. Elle va au-delà et y compris aujourd'hui par rapport à ce que sont les biotechnologies et la part que cela apporte à l'humain, voire au post-humain. Tout ce débat est extrêmement important.

De façon plus générique - je vous donne mon impression (qui peut être débattue et contredite) -, la face émergente, la face visible de l'écologie politique a fait le choix de la question du modèle plutôt que des règles. Et cela m'interpelle beaucoup. Je trouve d'ailleurs assez intéressant de voir que l'écologie se donne une justification, de la même façon que l'économie, derrière une dimension objectivante, qui est une dimension de quantification, de démonstration scientifique, de recours à la mathématique, etc. Si l'on remonte jusqu'à l'origine grecque, oikos qui a donné écologie et économie, on voit qu'elles ont quelquefois les mêmes travers et cela m'interpelle en terme de réflexion.

Sur la question du modèle, prenons l'exemple des territoires, et la façon dont une certaine pensée écologique pourrait tenter (peut-être même à l'insu de son plein gré, mais je n'y crois pas) de chercher un modèle d'aménagement du territoire, ce qui est mortifère. Les territoires sont un enjeu anthropologique non réductible à la dimension écologique. Pour ne prendre que l'exemple européen, les territoires français, anglais, allemands,

italiens, espagnols, hollandais n'ont pas la même histoire, ne sont pas structurés pareillement. Et au-delà des impacts du capitalisme, de ce que le capitalisme essaye de faire comme indistinction de territoire (par les régimes de production, etc.), on ne peut pas démontrer qu'il y en a un qui soit plus écologique que l'autre. Et ramené à l'échelle mondiale, c'est encore plus vrai. Donc là, il y a un vrai danger.

Je vois une contradiction entre une écologie un peu apollinienne, qui est très droite dans ses bottes sur les questions de formes, de règles, d'objectivation, et une écologie plus dionysiaque, qui est plus sur les questions du désir.

J'ai pris les questions de territoires, on pourrait en prendre d'autres, y compris aller jusqu'à la question des modes et des styles de vie. Et je vois là une espèce de contradiction entre une écologie un peu apollinienne, qui est très droite dans ses bottes sur les questions de formes, de règles, d'ordre, d'objectivation, etc., et peut-être une écologie plus dionysiaque, qui est plus sur les questions du désir, etc. C'est extrêmement important quant à la façon dont nous allons faire de la politique avec la population.

Je suis tout à fait d'accord pour dire que le développement durable comme la croissance verte aujourd'hui sont accaparés par le capital. On est en train de nous vendre un capitalisme vert qui est totalement anti-écologique, on est bien d'accord là-dessus. Mais je pense que la bataille contre l'obsolescence programmée, c'est une bataille contre le marchand et le marché. Parce que le marché appelle le renouvellement systématique et accéléré. On a là une vraie réflexion, sur un enjeu de civilisation. C'est une première chose.

Le deuxième élément, c'est de voir comment une certaine évolution écologique peut remettre en question y compris des choses qui nous intéressent (je reviendrai sur la question de la propriété) sans remettre en question la dimension marchande. Par exemple, ce qui est aujourd'hui en cours accéléré d'institution, dans certains pays d'Europe du Nord (peut-être en Allemagne), c'est la responsabilisation du fabricant quant au recyclage de son produit, y compris après la vente. L'extension à différents domaines reviendrait à dire que tous nos marchands de biens, depuis la voiture jusqu'à l'électroménager ou l'électro-télématique, n'ont plus du tout intérêt à vendre des produits dont nous serions les

propriétaires, mais à fabriquer des produits qu'ils vont nous louer en tant que services et qu'ils reprendraient pour pouvoir recycler. Donc il y a une remise en question assez énorme de la propriété parce que cette réflexion porte y compris, bien que de façon beaucoup plus embryonnaire, sur le domaine des logements. C'est-à-dire que si, demain, le promoteur en bâtiment est obligé d'aller jusqu'au bout, de recycler son logement au moment de la démolition, il n'a plus du tout intérêt à vendre un bien, mais à donner un service. Donc là, on est dans une remise en question d'une dimension fondamentale de la société, la propriété, mais non du domaine marchand. Autre élément qui me semble assez important et sur lequel on a des outils pour le penser, en tous cas au Front de gauche, c'est la réflexion qui est en train de naître aujourd'hui sur la question de l'anthropocène. C'est une catégorie qui va être centrale dans les réflexions à venir, avec un enjeu y compris biologique parce que sa conceptualisation va faire enjeu.

Et je finis sur cette question de la République autogérée, qui rejoint ce que j'ai dit sur l'anthropologie des territoires. Mais cette République autogérée, à quelle échelle est-elle ? C'est la France autogérée ? C'est l'Europe autogérée ? Ce sont des Républiques mondiales demain ? Et quelles sont les échelles infra qui sont autogérées, est-ce que ce sont les communes ? Est-ce que ce sont les agglomérations, les métropoles, les départements, les régions ? Je pense que cela ouvre aussi un champ de débat à prendre en compte, d'autant plus qu'il y a des élections qui se profilent. Je ne suis pas sûr que l'on puisse dégager une position commune d'ici les élections, mais je pense que c'est bien d'aider ici et là à que ce débat puisse avoir lieu, puisque manifestement il n'a quasiment pas lieu dans les territoires. ♦

Makan Rafadjou

Les actes du Séminaire sont dans **Altercommunisme**

Altercommunisme

n°3 - Le cahier du séminaire Communisme - Troisième séance, 30 mars 2013

Où est le pouvoir ? Que faire l'Etat ?

Introductions

D - Gilles Alfonsi 3
D - Makan Rafadjou 7

Interventions

Transformation de l'Etat et révolution citoyenne - Bernard Calabuig 10
Face à l'Etat, instrument de domination, arracher des pouvoirs - Pierre Zarka 12
Dépérissement du monopole de la violence légitime - François Calaret 13
Qui fait de la politique ? - Daniel Rome 14
Démocratisation radicale et dépérissement de l'Etat - Laurent Lévy 16
Rôle de l'Etat et Etat-nation - Leo Landau 17
Le démembrement de l'Etat, apparent dépérissement - Michel Mouréreau 18
Mutations de l'Etat et conditions de son dépérissement - Francis Sittel 19
Le rôle de la politique, non pas diriger mais faire ensemble - Patrick Vassalo 20
Prendre conscience de son pouvoir - René Moustard 22
Déconstruire "l'Etat" au lieu de diaboliser - Gilles Alfonsi 23
Auto-organisation et la démocratie politique citoyenne - Jean-Claude Mamet 24
Appropriation du pouvoir par le peuple et dépérissement de l'Etat - Bruno Bessière 26
Penser un au-delà de l'Etat - Makan Rafadjou 27
Ecoles du pouvoir et Etat fluctuant - Guillaume Attencourt 27

Ce troisième numéro d'Altercommunisme contient les textes des interventions prononcées lors de la troisième séance du séminaire Communisme, le 30 mars 2013, animée par Philippe Stierlin. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme des points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kintz, Jean Tailleux, André Pocco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

Altercommunisme

n°4 - Le cahier du séminaire Communisme - Septembre 2013

Angles morts et leçons du communisme

Introductions

Angles aveugles et expériences contradictoires du communisme - Catherine Samary 3
Assumer la contradiction, pour la dépasser - Roger Martelli 10

Interventions

Quel périmètre de discussion ? - Michel Mouréreau 12
L'appart de l'anarchisme - Georges Simard 12
Travailler sur le communisme : une nécessité ignorée - Bernard Calabuig 13
Un passé qui pèse encore aujourd'hui - Pierre Zarka 14
Actualité du communisme après Thermidor - Pierre Cours-Salles 16
Au-delà du droit, quelle démocratie dans les faits ? - Laurent Lévy 19
Articuler la démocratie politique citoyenne et l'auto-organisation - Jean-Claude Mamet 20
Des questions stratégiques anciennes... et toujours d'actualité - Alain Montafroy 22
Angle mort du culte de la personnalité - Richard Lagache 24
Qui est communiste ? - Patrick Vassalo 26
Travailler ensemble la théorie et la pratique - René Moustard 27
Un exemple d'angle aveugle : le système colonial dans La vie est à nous - Gilles Alfonsi 28
L'angle mort de la question coloniale - Catherine Bottin-Destom 29
Le processus de rupture doit être pratique, pas seulement théorique - Roger Martelli 30
Prendre l'histoire et l'actualiser - Catherine Samary 31

Questionnement initial :
Les échecs des régimes se réclamant du communisme à l'Est de l'Europe sont moins présents dans le débat public. Cependant, plutôt que de tourner la page, n'est-ce pas le bon moment pour se demander : y a-t-il eu, ou pas, un "communisme du XX^e siècle", qu'est-ce qui le caractérise et comment se débrouiller avec son héritage ? Afin que l'histoire ne se répète pas et pour mieux armer le combat pour l'émancipation, cette séance pourrait pointer les "angles morts" des communismes politiques également.

Ce troisième numéro d'Altercommunisme contient les textes des interventions prononcées lors de la troisième séance du séminaire Communisme, le 1^{er} juin 2013, animée par Sylvie Larue. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme des points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kintz, Jean Tailleux, André Pocco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

www.comunistesunitaires.net

Intégrer l'écologie dans la lutte des classes



Philippe Stierlin

J'ai été intéressé par ce que disaient en particulier François Longéras et Stéphane Lavigotte : d'une part l'essai de tissage entre des cultures différentes (qu'elles soient communiste, socialiste, écologiste, libertaire), parce que c'est effectivement à la fois ce que l'on cherche mais aussi ce que l'on a du mal à faire ; et d'autre part le fait qu'il y ait une sorte de critique du mouvement écologiste qui consiste à intégrer les luttes de classes dans les questions écologiques. L'inverse est aussi vrai, on a des cultures, qu'elles soient syndicales ou politiques (en particulier chez un certain nombre d'entre nous) qui n'ont pas intégré la question écologique en amont. Et je me souviens que lors de la première séance du séminaire sur la question de l'émancipation, Stéphane nous avait fait remarquer qu'au bout de deux heures d'échanges, il ne nous avait pas entendus prononcer une seule fois le mot "écologie". On a effectivement souvent une difficulté à intégrer cette question écologique. Et participer aux luttes sociales est très important car cela permet de changer sa culture à travers la lutte (on apprend plus en quelques jours ou mois qu'en des années de discours) et de travailler sur toutes les questions.

Prenons la question de l'automobile, à la fois historiquement mais aussi dans les luttes d'aujourd'hui puisqu'il y a un certain nombre d'entreprises automobiles qui ferment ou vont fermer. C'est une question un peu compliquée. L'automobile a été facteur de liberté pendant des années (aller en vacances au bord de la mer par exemple), on peut parler de voiture émancipatrice. Aujourd'hui des tas de gens en ont, et il y en a qui ne peuvent pas faire autrement pour aller au travail. Et en même temps, on voit les problèmes massifs que cela

pose (problèmes de pollution dans les villes, problèmes de santé publique), même si les normes ont évolué.

Mais comment fait-on aujourd'hui ? Je connais assez peu de milieux qui parlent de voiture écologique, de nouveaux types de production, qui tiennent à la fois la question de l'emploi, la question sociale et la question écologique. L'un de nos enjeux concerne les nouveaux types de production et la finalité des productions, on ne peut pas défendre l'emploi sans inclure la question éco-

L'un de nos enjeux concerne les nouveaux types et la finalité des productions. On ne peut pas défendre l'emploi sans inclure la question écologique, et on ne peut pas défendre la question écologique sans inclure la question de la lutte de classe.

logique, et on ne peut pas défendre la question écologique sans inclure la question de la lutte de classe. Et là, on peine. Si l'on avait intégré ces questions en amont (il y a dix, vingt ou trente ans), les nouveaux types de production automobile auraient été probablement d'autres types de voitures (électriques, moins polluantes, etc.) ou, dans un certain nombre d'endroits, pas de voitures mais des transports doux, des transports en commun, des bicyclettes. On aurait ouvert la palette.

Je viens d'une région (Sochaux) entièrement construite sur la base de la voiture. Et ce n'est pas seulement la direction de Peugeot qui l'imposait, c'est la population elle-même qui reproduisait ce modèle, vendait les voitures sans se poser la question de son usage, en possédait trois par famille.

C'est pour cela que la lutte des Fralib est très importante (il faudrait peut-être même que l'on arrive à en dire plus), parce qu'elle travaille sur les deux questions. Je me souviens aussi que dans la lutte d'ArcelorMittal il y a quelques mois, il y avait à la fois la question de la nationalisation d'Arcelor (et même la question de l'expropriation des actionnaires d'Arcelor) et la question écologique, puisqu'on parlait de faire un stockage de CO2 pour améliorer le projet industriel porté par les salariés. Et c'est vrai, l'un et l'autre vont bien ensemble. Dire que l'on peut nationaliser et socialiser un grand groupe, redévelopper l'emploi, mais faire aussi autre chose, ne pas faire de l'acier de la même manière qu'au-paravant, crédibilise l'un et l'autre. C'est cela que nous devrions essayer de travailler.

Ce qui est vrai, c'est qu'historiquement, ni le capitalisme ni les alternatives (je pense au soviétisme) n'ont résolu la question. L'exploitation de l'homme et des ressources naturelles par le capitalisme ou par ce qu'ont été l'Union soviétique et ses pays satellites, cela a été impressionnant. Quand on voit ce qui s'est passé à Tchernobyl, un certain nombre de lacs qui sont vides, les pollutions qui existent dans des installations de combustion dans les ex-pays d'Union soviétique, c'est impressionnant. Les mêmes systèmes (au charbon, au fuel, au gaz, etc.) polluaient plus dans l'ex-Union soviétique. Cela n'exonère pas du tout les industriels dans le monde occidental, mais pour des pays qui cherchent une alternative au capitalisme, on ne peut pas dire qu'ils aient intégré la question écologique de manière spontanée.

Sur la question de la transition énergétique, qui rejoint ce qui a été dit sur la planification, on a un double besoin. On a besoin de gens et de systèmes qui produisent de l'énergie de façon décentralisée, je pense aux énergies renouvelables (le solaire, l'éolien, l'hydrolien, etc.). Et il faut faire intervenir la lutte de classes, parce qu'il y a des gens qui produisent par eux-mêmes avec de petites fermes de production d'électricité, mais il y a aussi bon nombre de filiales de groupes qui vont sur ces secteurs là et dont le seul but n'est pas, soudain, de faire de l'écologie, mais uniquement de trouver une rente financière nouvelle et qui rapporte plus que le nucléaire qui demande 25 ans d'investissement. Il y a donc des enjeux financiers là derrière.

Mais planifier une transition écologique et énergétique qui permette le développement des énergies renouvelables et la baisse progressive de l'énergie nucléaire (que je ne diabolise pas, mais il faut arriver à une baisse drastique de cette part d'énergie pour des raisons de déchets et de sécurité), cela ne se fait pas d'un coup de baguette magique. Quand on ferme une centrale à Fessenheim et que l'on développe des énergies renouvelables en Bretagne, l'un ne compense pas l'autre, cela ne se fait pas ainsi. Donc on a besoin d'opérateurs publics, d'aide à la planification qui assure une égalité des territoires. Et puis il y a des enjeux techniques, parce que les énergies renouvelables, c'est intermittent, on n'arrive pas toujours à produire au moment où on en a besoin, ce n'est pas quelque chose de simple.

Et donc, nous ne devrions pas sous-estimer dans notre discours le fait que cette transition énergétique nécessite des moyens, des investissements. On veut de vraies ruptures, mais cela ne se fait pas en deux coups de cuillère à pot. J'attire l'attention là-dessus, je pense qu'il faut que l'on ait un discours au Front de gauche sur une planification qui permette une transition énergétique sérieuse et inscrite dans la durée.

Une dernière chose sur l'Union européenne, à travers deux exemples.

Les forces politiques intègrent la question écologique. C'est la droite qui a organisé le Grenelle de l'environnement. Et si les 32 chantiers (rénovation de l'habitat, rénovation énergétique, changement d'énergies, etc.) sont

tombés ensuite en déliquescence et se sont vidés de leur sens, c'est parce que, dans un contexte d'austérité, que vaut l'écologie ? Mais en même temps, quelque chose s'est produit, il y a eu un vrai débat que même des forces politiques précédentes avaient mené de manière moins audacieuse.

On a beaucoup parlé du Grenelle de l'environnement, or il y a aussi un certain nombre de directives européennes : sur les quotas de CO2 que citait Stéphane, sur

Planifier une transition écologique et énergétique qui permette le développement des énergies renouvelables et la baisse progressive de l'énergie nucléaire, cela ne se fait pas d'un coup de baguette magique.

les émissions industrielles, sur les types d'installations de combustion, sur l'efficacité énergétique. Bref, la Commission européenne a mis en place une sorte d'arsenal assez technocratique sur la question environnementale. On ne peut pas dire qu'il n'y a rien, l'Europe a fait cela. Évidemment, c'est du libéralisme : la directive sur les quotas de CO2, c'est un système de marché pour permettre aux industriels de polluer (on a un coût à la tonne qui est de 4 euros), ce n'est pas ce mécanisme là qu'il faut. Mais si l'on dit qu'il faut abroger la directive quota, est-ce que l'on propose autre chose ?

Le deuxième aspect concerne la promotion de nouveaux systèmes de chauffage dans l'habitat qui soient modernes et non polluants (que ce soit du fuel, du gaz ou de la biomasse, les trois combustibles peuvent moins polluer, et on peut aussi convertir). Des systèmes techniques, de meilleures technologies existent en Europe. La Commission européenne, au lieu de mettre je ne sais combien de milliards pour renflouer les banques comme elle l'a fait il y a quelque temps, pourrait développer une filière dans toute l'Union européenne et en particulier sur tous les territoires, pour toutes les populations qui ne peuvent pas changer de système de chauffage et qui continuent de polluer avec des particules. C'est aussi créateur d'emploi. Comment se fait-il qu'on n'ait pas l'argent pour changer les systèmes ?

On devrait au Front de gauche travailler sur cette matière. Et il me semble que si l'on pouvait produire des propositions pour la campagne des européennes (et pour après), on marquerait des points pour bouger les lignes. ♦

Philippe Stierlin

L'altercommunisme doit intégrer la sobriété et la décroissance



Gilles Alfonsi

Ce n'est pas l'essentiel de ce que je veux dire, mais je voudrais commencer par un aparté sur le nucléaire parce que je trouve désastreux ce qui se passe en Allemagne. Il est vrai que nous parlons peu du nucléaire, mais il se trouve qu'il y a quelques temps, nous avons rédigé un texte sur le sujet, où nous disions qu'il serait désastreux qu'au nom de la sortie rapide du nucléaire, on minore, on ignore le risque d'une relance des centrales à charbon. Et on y est en plein, et c'est vraiment une calamité ! Faire ce texte était important pour nous parce que pour la première fois, nous nous placions dans la perspective d'une sortie du nucléaire, parce que y voyions vraiment un risque de contradiction entre des objectifs qui doivent être au contraire concomitants et qu'il faut travailler ensemble.

Je voudrais revenir sur la question du métissage, autour de la question de la fécondation du communisme par les préoccupations et les apports écologistes, avec ce que cela suppose comme changements de paradigmes pour nous. Et placer le débat sur les mots, parce que l'on a évoqué la nécessité de critiquer la croissance verte, le débat sur l'utilisation des termes de développement durable et la manière dont celui-ci est un cache-misère, bourré de contradictions. Au Département de la Seine-Saint-Denis, on parle beaucoup de développement durable depuis cinq ans, mais cela cache une inertie et une absence de prise en compte concrète des questions. Donc, évidemment, je pense qu'il faut précisément critiquer et remettre en cause ces mots là. Mais à l'inverse, il y a des mots que les communistes devraient reprendre, sous réserve bien sûr de préciser dans quel sens ils les utilisent. Je vais en citer deux : la sobriété, la décroissance.

Il est temps que les communistes parlent de sobriété et de décroissance. Il y a une acception de la sobriété qui

peut tout à fait être admise par des communistes, qui consiste à dire que l'on a le souci de la diminution des gâchis et des gaspillages, que l'on refuse le mépris pour les choses produites et pour ceux qui les produisent. Cela nous permettraient de porter le fer, par opposition, à d'autres définitions de la sobriété qui selon nous, par exemple ne reconnaissent pas la question des "besoins". Même si cette notion serait elle-même à retravailler pour préciser ce que sont les besoins dits "de base" et

On peut très bien assumer le terme de décroissance, en parlant de décroissance des rapports de domination, de décroissance des productions dommageables pour les individus et pour la nature, de décroissance des productions de mort.

les besoins "superflus". On pourrait avoir un débat justement sur le fait que la sobriété, ce n'est pas nécessairement la frugalité, ce n'est pas forcément la privation. Ou cela peut être la frugalité prise là aussi dans un certain sens, mais pas n'importe lequel, et en tout cas pas comme la négation des droits des personnes à accéder à un certain nombre de choses.

Sur la décroissance, on peut très bien assumer ce terme en parlant de décroissance des rapports de domination, de décroissance des productions dommageables pour les individus et pour la nature, de décroissance des productions de mort (d'abolition des armes chimiques et du nucléaire), et non pour supprimer les gares.

Il y a une sorte de réticence culturelle à employer les mots des autres, au lieu de s'approprier ces mots et de leur donner nos propres définitions. Je pense qu'il y a là une page qu'il faudrait vraiment tourner.

Sur le mot "émancipation", je suis assez sensible à ce que disait Stéphane. On peut utiliser la notion d'émancipation pour dire qu'il s'agit de créer l'homme autonome. Et on peut d'ailleurs aussi vouloir émanciper les hommes et faire leur bonheur à leur place. Évidemment, notre acception du mot émancipation est très différente. Elle est étroitement reliée à la question anthropologique et à la question d'une approche qui ne sépare pas le social, l'écologique et le démocratique mais qui soit une approche au contraire globale - je ne dis pas totalisante mais globale.

D'ailleurs, je rappelle un point de nuance avec Lucien Sève à ce niveau là. Dans le débat qu'on a eu avec lui sur

la question anthropologique, il trouve formidable que l'écologie ait réussi en quarante ans à émerger comme un courant politique faisant valoir un certain nombre de choses, mais souligne, en parallèle, qu'il faut vraiment que le combat anthropologique prenne son essor, et tout cela en convergeant. Or, notre idée, c'est que quand on parle de combat anthropologique, c'est précisément pour ne pas accepter cette dissociation.

Dans notre acception de l'émancipation, je me réfère à Marx : « *L'essence de l'homme, c'est l'ensemble des rapports sociaux.* » On pourrait discuter le mot "essence", mais ce qu'il dit là est vraiment en opposition à l'idée de l'homme isolé : c'est l'homme dans son monde, et donc pris dans des rapports interpersonnels, collectifs, avec la nature, avec le monde symbolique, avec un ensemble de représentations, etc.

Ces débats, pour moi, contredisent une certaine orientation écologiste. Le problème n'est pas simplement le discours écologiste d'Europe Ecologie, celui, François le disait, d'un appareil uniquement motivé par les élections. Cela on le critique tous, c'est assez consensuel comme idée. Il y a un autre problème qui est la focalisation sur des expériences partielles, thématiques, où finalement on aboutit à avoir d'un côté un discours très large, très global, avec des concepts assez forts, et de l'autre ces expériences localisées, sans que les deux convergent. Et non seulement ils ne convergent pas, mais en plus, souvent – avec des contre-exemples, évidemment, François en a cités - ils n'abordent pas les questions de propriété et encore moins souvent les questions de l'exploitation dans le travail. Je pense que cela fait partie de la confrontation nécessaire avec les courants écologistes. Confrontation constructive, mais confrontation quand même.

Je voulais évoquer encore deux points. Je ne sais pas si vous avez vu la pub de Greenpeace dans le métro ces

derniers temps, son appel à dons ? Il y a une petite embarcation à moteur, un zodiaque peut-être, face à un énorme bateau, sans doute un pétrolier. Et le petit bateau va à l'abordage du gros (c'est pot de terre contre pot de fer). Spontanément j'ai réagi comme vous : on est tous dans le petit bateau face au grand. Et le slogan, c'est

Dans une certaine orientation écologiste, il y a d'un côté un discours très large et global, de l'autre des expériences localisées, sans que les deux convergent.

quelque chose comme "Ils ont les moyens, nous sommes déterminés". Il y a un côté positif (la bataille), mais il y a un autre côté très problématique qui est qu'il faut s'en remettre financièrement à une organisation qui, elle, est déterminée, qui est une avant-garde éclairée. Et je me suis dit qu'en fait, idéologiquement, il y a quelque chose qui cloche dans le message de cette affiche.

J'ai déjà parlé de l'existence de nombreuses expériences locales, de pratiques qui se sont développées et du fait qu'il ne suffit pas qu'elles se fédèrent pour faire un mouvement d'ensemble. Je ne reprends pas.

Et je voulais juste terminer par une petite référence à ce qu'a dit François Longéras. Il nous dit que d'un côté l'idéal de ce qui est souhaitable, c'est l'autogestion à tous les étages ou un système autogéré ; puis quasiment dans la même phrase, il parle de la planification ; puis il évoque la nécessité de maintenir l'appareil d'État en évitant qu'il ne nous soit confisqué. Il me semble qu'il y a là des contradictions importantes à travailler. ♦

Gilles Alfonsi

Sur le site
www.comunistesunitaires.net
Découvrez **Altercommunistes**



Rompre avec le productivisme



Pierre Zarka

Il s'agit d'une réflexion sur le productivisme dont on a parlé déjà aujourd'hui à deux ou trois reprises. Les traces laissées par feu l'URSS conduisent à mon sens trop souvent à externaliser le productivisme de la prégnance du capitalisme, alors qu'il s'agit d'une logique issue de la genèse du capitalisme, soit la course à l'accumulation et à la suraccumulation comme levier d'efficacité. Quand on regarde d'un peu plus près, on trouve dans l'expérience soviétique l'obsession de Lénine pour le rattrapage industriel des pays capitalistes (l'exemple des USA ou de l'Allemagne), la fascination, quelques dizaines d'années plus tard (dans les années 50) de Beria

L'écologie inscrite comme un des points de l'antagonisme de classe nous pousse à travailler à une cohérence encore impensée du contenu ou du caractère de la révolution.

pour les lois du marché, puis dans les années 80 celle de Gorbatchov pour le management à l'américaine. Le critère permettant de mesurer la supériorité du socialisme était à la fois le social et le niveau quantitatif de la production. C'est ce qui a permis le glissement également de la Chine vers le capitalisme.

Au départ, reconnaissons-le, il y a un problème réel de subsistance. C'est le cas en Occident entre les XII^e et XIII^e siècle, l'Église notamment pousse à transformer les forêts en terres agricoles (accaparement de cet effort qui mêle subsistance et accumulation des capitaux). Parallèlement, l'idée dominante de ce qu'est le socialisme s'est réduite à un partage équitable des richesses, sans jamais interroger le développement des sociétés, sauf peut-être pour la santé et l'école. Ajoutons que la culture révolutionnaire a hérité du fait que la question de la subsistance s'est posée

en URSS jusqu'au milieu des années 1950 et que celle-ci devait soutenir RDA, Pologne, Bulgarie, Cuba, etc.

Un peu plus tard (dans les années 70), on a l'exemple du Cambodge, où, pour sa défense lors de son procès, l'entourage de Pol Pot disait : « *Nous ne voulions massacrer personne, mais il fallait en quelques années rattraper l'accumulation primitive du capital, ce que d'autres ont fait en trois siècles et de manière pas moins brutale.* ». Je ne juge pas de la qualité de la défense et de la mauvaise foi de ces personnes. Mais le fait de recourir à cette idée, qu'on ne pouvait qu'imiter le capitalisme, en dit long sur une impasse, et nous n'en sommes pas épargnés.

Là aussi, je veux souligner l'impasse historique faite sur ce que peut être un autre mode de développement que le modèle capitaliste. Qu'appelle-t-on richesse ? L'écologie inscrite comme un des points de l'antagonisme de classe nous pousse à travailler à une cohérence encore impensée du contenu ou du caractère de la révolution. Dissocier les termes réduit l'écologie à être récupérable et les revendications sociales à surfer sur les effets du capitalisme et à ne pas s'en prendre à ses fondements. ♦

Rupture avec le productivisme et développement

François Longéras

Ma première remarque, c'est que l'industrie automobile aujourd'hui, en France mais aussi en Europe, est un très bon exemple de l'impasse productiviste. En résumant de façon grossière, il n'y a plus de marché pour l'automobile en Europe, donc on ne sait plus quoi faire des voitures que l'on construit, donc on en construit moins, et la seule issue est d'essayer d'en vendre aux Chinois. On va donc aller les produire en Chine pour que ce soit plus facile de les leur vendre, en sachant que si tous les Chinois ont demain autant de voitures que les Européens, et probablement dans quelques années que les Américains, on ne sait pas très bien comment on pourra les faire marcher si on ne change pas le mode d'alimentation des véhicules. Et on ne sait pas non plus comment tous ces véhicules pourront circuler, ni quelle pollution de l'atmosphère cela va générer. C'est en cela qu'il y a une impasse productiviste : rechercher toujours plus de production à travers le monde alors que ni les matières premières ni l'énergie ne sont suffisants. Quant à notre conviction internationaliste qui voudrait que tous les pays du monde aient le même niveau (même niveau de vie, même niveau de capacité à "consommer" ou à avoir les mêmes biens), les

***Il y a une impasse productiviste :
rechercher toujours plus de production
à travers le monde alors que ni les matières
premières ni l'énergie ne sont suffisants.***

mêmes richesses, le même partage, si c'est un partage par le haut, il y a un moment on ne sait plus faire.

Il y a là, me semble-t-il, une contradiction, une impasse fondamentale de la réflexion productiviste que le "modèle" soviétique n'a pas su résoudre en son temps. Sur cette question, quelle est la réponse écologiste audible ? Que peuvent aujourd'hui répondre les écologistes aux ouvriers de Peugeot, de Renault, de Citroën à Aulnay qui sont en train de voir fermer leurs usines ? La réponse ne doit pas être et ne peut pas être simplement de négocier de bonnes indemnités de départ. Ce n'est pas une réponse politiquement envisageable et acceptable. Donc il y a là une impasse.

De même qu'il y a une impasse si l'on met en relation nos convictions internationalistes et notre réflexion sur le développement des circuits courts. Si tout le monde développe des circuits courts, les échanges internationaux vont en prendre un sacré coup dans l'aile. Est-ce que l'on va permettre aux autres de se développer, comme nous, nous le souhaitons avec des circuits

courts ? Je ne suis pas certain qu'aujourd'hui il y ait une réflexion sur le lien entre les deux, et que l'on tienne bien les deux bouts de la chaîne.

Et paradoxalement, s'il y a un domaine dans lequel le lien entre réflexion communiste et réflexion écologiste se fait plus facilement, c'est peut-être au niveau agricole. C'est, par exemple, le combat contre l'installation d'une super-production bovine de lait dans la Somme, qui sera la plus grande production de lait en France (voire en Europe), au détriment de tous les petits producteurs locaux et même bien au-delà du local. La réponse est probablement le retour à une poly-agriculture vivrière sur des terres qui, aujourd'hui, sont en jachère, qui sont cultivables et de bonne qualité, et réparties partout sur le territoire non seulement français mais européen. On voit bien là le lien entre une réponse et une réflexion écologiques sur la qualité de vie, la qualité des sols, de l'agriculture, des produits, et le refus du productivisme.

Je ne vois pas que ce lien soit fait, ni une réflexion menée sur ce lien, en matière industrielle. ♦

Une expérience communiste du combat écologiste et pacifiste



Louis Aminot

C'est Stéphane Lavignotte, je crois, qui s'est servi de l'image : nous sommes tous sur un même bateau. Comme cet argument est souvent employé, et parce que je suis de Brest (donc que je connais un petit peu les bateaux), je fais observer qu'il y a maintenant moins de bateaux. Mais je puis vous assurer quand même que pour les quelques-uns que l'on reçoit, qui viennent de l'étranger notamment (armateurs indiens ou pavillons de complaisance), selon que vous êtes capitaine ou matelot, vous savez que vous n'êtes pas sur le même bateau. La vie d'un matelot sur un bateau, c'est quelque chose qu'il faut connaître. D'ailleurs, je vous conseille de lire un certain nombre d'ouvrages qui expliquent sous forme de romans la vie d'un matelot et celle du capitaine : ce n'est pas du tout la même.

J'étais au PCF, je ne le suis plus, mais je suis toujours communiste, et je ne sais pas répondre à votre question sur l'écologie politique. Parce que je ne me souviens pas, même avec le Parti communiste français, en Bretagne, avoir soutenu des projets que vous appelez aujourd'hui inutiles ou productivistes. J'étais ouvrier de l'arsenal de Brest. Notre section se prononçait pour le désarmement, sur la base des travaux notamment de ceux qui avaient été résistants. Nous avions des propositions concrètes d'ouverture (on disait cela) aux fabrications civiles. J'ai connu cela tout jeune, c'était le ministre Charles Tillon qui avait initié y compris une certaine forme d'association des personnels concernés à la gestion des établissements militaires qui étaient d'État.

Lorsque plus tard on a parlé de bombe nucléaire, nous étions contre, et je suis resté contre, même si en 1977 le PCF s'est prononcé pour la maintenance de cet armement là. Ce qui explique que je me suis retrouvé dehors

avec un certain nombre de communistes, et je dois dire que c'est assez étrange parce que c'est la majorité des communistes de Brest qui ont été mis dehors, pas la minorité.

La Bretagne, on en parle beaucoup. C'est une terre que j'aime (moi je préfère bien entendu la côte à la terre paysanne, mais c'est mon droit). Nous avons les algues vertes, nous avons eu les marées noires, les bateaux qui pourrissent dans notre port, les bateaux abandonnés

Je trouve étrange qu'à chaque fois que l'on parle d'écologie, la guerre et la paix ne viennent jamais à l'ordre du jour.

avec leurs équipages (parce que si on abandonne un bateau, on abandonne aussi les équipages). C'est pour cela que je ne comprends pas le processus. Je comprends par contre une chose, c'est que les premiers qui ont dit non à Plogoff, ce sont les communistes (un conseiller régional communiste). On l'oublie, et on ne raconte pas bien l'histoire. On a développé une bataille à notre manière, puisque malgré tout on était quand même pour le nucléaire. Il y avait une ambiguïté, mais Georges Marchais est venu en Bretagne remettre tout le monde d'aplomb et il a levé les ambiguïtés. C'est le deuxième élément pour expliquer que des communistes s'éloignaient du Parti, non pas du communisme, mais du Parti.

Je trouve étrange qu'à chaque fois que l'on parle d'écologie, la guerre et la paix ne viennent jamais à l'ordre du jour. Je suis venu à l'écologie bizarrement, par Tazieff que j'ai connu parce qu'il avait été boxeur et moi aussi. Ce que je veux dire, c'est qu'il faut ramener les choses à leur juste mesure. Quand je vois les écologistes de Brest travailler, ils n'ont rien à voir avec l'écologie et tout à voir avec un parti qui se bat pour avoir des sièges et des adjoints au conseil municipal. Ils sont un parti comme les autres. Dumont, que j'ai eu la chance de rencontrer quand j'étais jeune, nous avait dit (on était en groupe) de surtout ne jamais créer un parti écologiste. Cela se trouve dans ses écrits, il faut chercher mais cela s'y trouve. Je dis cela pourquoi ? Parce que sur cette question de la guerre et la paix, je vous assure qu'être anti-nucléaire militaire à Brest, ce n'est pas simple. D'autant qu'on a liquidé les chantiers navals, il n'y a en plus, tout le monde ne travaille quasiment qu'autour du sous-marin. Nous avons nos frères de Cherbourg qui se retrouvent dans la même situation mais qui, eux, fabriquent les sous-marins, nous nous les entretenons quand ils sont en mer ou pas, etc.

Je ne parle pas de pacifisme, je parle de politique. Ce n'est pas la même chose. La loi de programmation militaire que j'ai là, il faut la lire. C'est fastidieux, mais vous en apprenez des choses ! Vous apprenez, par exemple, que le ministère de la Défense déploie une activité de protection de l'environnement en y mettant des moyens que, nous, nous n'avons pas pour faire notre petite réunion ici ! Ils font du développement durable, et ils l'affichent avec le culot et l'aplomb que vous pouvez imaginer.

Je crois que nous, le courant que nous sommes, nous devrions accorder beaucoup plus d'importance à cela. Parce qu'il ne s'agit pas simplement de 20 % du budget de l'État consacré à la Défense. Il y a les recherches en nucléaire civil, etc. Le budget de la guerre, si on va plus loin, est beaucoup plus développé que celui de la défense. Et quand on voit nos gouvernants aller en Israël, en Palestine, faire un gros bisou sur la bouche à Netanyahu et que nous nous restons là, je trouve quand même qu'il y a quelque chose qui ne colle pas. Cela, c'est de l'écologie aussi, mais elle est humaine, elle ne se limite pas aux petits oiseaux. Si on ne met pas les hommes au cœur de la dimension écologique, qu'il faut absolument traiter aujourd'hui de la bonne façon, je ne vois pas à quoi je sers. ♦

Louis Aminot

Les actes du Séminaire sont dans **Altercommunisme**

Altercommunisme

n°3 - Le cahier du séminaire Communisme - Troisième séance, 30 mars 2013

Où est le pouvoir ? Que faire l'Etat ?

Introductions

D - Gilles Alfonsi 3
D - Makan Rafatdjou 7

Interventions

<i>Transformation de l'Etat et révolution citoyenne</i> - Bernard Calabuig	10
<i>Face à l'Etat, instrument de domination, arracher des pouvoirs</i> - Pierre Zarka	12
<i>Dépérissement du monopole de la violence légitime</i> - François Calaret	13
<i>Qui fait de la politique ?</i> - Daniel Rome	14
<i>Démocratisation radicale et dépérissement de l'Etat</i> - Laurent Lévy	16
<i>Rôle de l'Etat et Etat-nation</i> - Leo Landau	17
<i>Le démembrement de l'Etat, apparent dépérissement</i> - Michel Mouréreau	18
<i>Mutations de l'Etat et conditions de son dépérissement</i> - Francis Sital	19
<i>Le rôle du politique, non pas diriger mais faire ensemble</i> - Patrick Vassalo	20
<i>Prendre conscience de son pouvoir</i> - René Moustard	22
<i>Déconstruire "l'Etat" au lieu de diaboliser</i> - Gilles Alfonsi	23
<i>Auto-organisation et la démocratie politique citoyenne</i> - Jean-Claude Mamet	24
<i>Appropriation du pouvoir par le peuple et dépérissement de l'Etat</i> - Bruno Bessière	26
<i>Penser un au-delà de l'Etat</i> - Makan Rafatdjou	27
<i>Ecoles du pouvoir et Etat fluctuant</i> - Guillaume Attencourt	27

Ce troisième numéro d'Altercommunisme contient les textes des interventions prononcées lors de la troisième séance du séminaire Communisme, le 30 mars 2013, animée par Philippe Sterlin. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme des points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kintz, Jean Tailleux, André Pocco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

Altercommunisme

n°4 - Le cahier du séminaire Communisme - Septembre 2013

Angles morts et leçons du communisme

Introductions

Angles aveugles et expériences contradictoires du communisme - Catherine Samary 3
Assumer la contradiction, pour la dépasser - Roger Martelli 10

Interventions

<i>Quel périmètre de discussion ?</i> - Michel Mouréreau	12
<i>L'apport de l'anarchisme</i> - Georges Simard	12
<i>Travailler sur le communisme : une nécessité ignorée</i> - Bernard Calabuig	13
<i>Un passé qui pèse encore aujourd'hui</i> - Pierre Zarka	14
<i>Actualité du communisme après Thermidor</i> - Pierre Cours-Salies	16
<i>Au-delà du droit, quelle démocratie dans les faits ?</i> - Laurent Lévy	19
<i>Articuler la démocratie politique citoyenne et l'auto-organisation</i> - Jean-Claude Mamet	20
<i>Des questions stratégiques anciennes... et toujours d'actualité</i> - Alain Montaufray	22
<i>Angle mort du culte de la personnalité</i> - Richard Lagache	24
<i>Qui est communiste ?</i> - Patrick Vassalo	26
<i>Travailler ensemble la théorie et la pratique</i> - René Moustard	27
<i>Un exemple d'angle aveugle : le système colonial dans La vie est à nous</i> - Gilles Alfonsi	28
<i>L'angle mort de la question coloniale</i> - Catherine Bottin-Destom	29
<i>Le processus de rupture doit être pratique, pas seulement théorique</i> - Roger Martelli	30
<i>Reprendre l'histoire et actualiser</i> - Catherine Samary	31

Questionnement initial :
Les échecs des régimes se réclamant du communisme à l'est de l'Europe ont moins présents dans le débat public. Cependant, plutôt que de tourner la page, n'est-ce pas le bon moment pour se demander : y a-t-il eu, ou pas, un "communisme du XXI^e siècle", qu'est-ce qui le caractérise et comment se débrouiller avec son héritage ? Afin que l'histoire ne se répète pas et pour mieux armer le combat pour l'émancipation, cette séance pourrait pointer les "angles morts" des communismes politiques également.

Ce quatrième numéro d'Altercommunisme contient les textes des interventions prononcées lors de la troisième séance du séminaire Communisme, le 1^{er} juin 2013, animée par Sylvie Larue. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme des points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kintz, Jean Tailleux, André Pocco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

www.comunistesunitaires.net

Entre “écologie” et “socialisme”, des difficultés importantes



Francis Sittel

J'ai été sensible, dans les deux exposés, au fait que, de deux points de vue différents, vous avez écarté une vision qui est assez dominante. Cette vision binaire qui consisterait à dire : il y a un mouvement ouvrier qui est dans le carcan du productivisme, et il y a un mouvement écologiste qui ne se pose pas les problèmes de la lutte de classe.

Vous avez montré que du côté du mouvement ouvrier, il y a historiquement (même s'il y eut des courants qui l'ont emporté, qui ont dominé lors de certaines périodes) une richesse d'orientations, de cultures. Il y a un mouvement ouvrier libertaire, il y a un mouvement ouvrier anti-étatiste, il y a un mouvement ouvrier conseiller... Et puis, au cœur du marxisme, l'idée que l'État doit dépérir, et que l'anticapitalisme doit conduire à lutter contre une logique d'accumulation du capital et donc ne pas être dans une perspective de production maximum, quantitative... Et vous avez montré aussi que, du côté de l'écologie, il y a une critique sociale qui est au cœur de l'écologie politique. Il me semble que dans notre réalité sociale, l'écologie de droite (ou l'écologie apolitique) est très minoritaire. Ce qui l'a emporté, c'est une écologie qui se situe à gauche. Même s'il y a effectivement des dérives possibles (ce qu'on voit avec le programme Europe Ecologie Les Verts), et des dérives institutionnelles.

C'est important parce qu'une lecture qui serait réductrice de ce foisonnement et de cette diversité, de ce pluralisme des positionnements au sein de chacun, écologie politique d'un côté, mouvement ouvrier de l'autre, peut conduire à une autre facilité (c'est un débat que l'on avait commencé quand on discutait des textes écologiques dans le cadre de Trait d'Union¹). Une facilité qui

consisterait à dire : puisque il y a d'un côté le mouvement ouvrier qui porte le socialisme, de l'autre il y a l'écologie qui porte la défense de la nature, réconcilions les deux dans l'écocapitalisme. Le problème, ce n'est pas le mot, c'est le risque de penser qu'avec ce mot écosocialisme on peut surmonter des difficultés qui sont extrêmement importantes. Parce que, certes, on sait

Du côté de certains écologistes, il y a l'idée que le progrès, c'est le progrès économique, et que le progrès économique, c'est la croissance. C'est pourquoi je pense que l'on ne peut pas jouer avec le terme de décroissance.

aujourd'hui que le socialisme ne peut être qu'anti-productiviste, et on peut considérer qu'une relation écologiste à la nature ne peut être que socialiste au sens de non capitaliste, anticapitaliste. Mais quand on se pose le problème de la combinaison exacte des deux, on bute sur de réelles difficultés.

Il y a au moins deux points sur lesquels je voudrais qu'on approfondisse le débat.

Le premier est la notion de progrès. Du côté de certains écologistes, il y a l'idée que le progrès, c'est le progrès économique, et que le progrès économique, c'est la croissance. C'est pourquoi je pense que l'on ne peut pas jouer avec le terme de décroissance, parce qu'il y a une vraie cohérence dans la pensée de la décroissance. Cette cohérence est, justement, dans la réduction de ce que les marxistes appellent le développement des forces productives à la croissance économique, qui est une notion purement capitaliste. Alors que le développement des sociétés, le progrès des sociétés, suppose nécessairement une base économique.

Et on bute sur les problèmes : on ne peut pas imaginer que la transition énergétique, ce soit chacun avec son éolienne dans son jardin, parce que tout le monde n'a pas un jardin, et quand on regarde ce que sont les villes modernes, on voit qu'il faut répondre à de sérieux problèmes. Et quand on raisonne sur les besoins, il ne faut pas oublier que les besoins vitaux, pour une grande partie de l'humanité, ne sont pas satisfaits. Il y a les besoins

(1) Regroupement et bulletin publié par les courants et mouvements qui, ensuite ont été co-fondateurs d'Ensemble ! (www.ensemble-fdg.org).

vitaux de base, alimentation, eau, un environnement à peu près sain. Mais les besoins vitaux ne sont pas simplement ces besoins de base, la santé est un besoin vital, et dans la société telle qu'elle est, répondre aux questions de santé nécessite des moyens absolument gigantesques (et pas simplement ceux de la Sécurité sociale au lendemain de la guerre) : les questions ont une tout autre dimension.

Dans les "besoins" il faut aussi prendre en compte toutes les questions de démocratie, de politique, de culture. Les questions civilisationnelles ! Et pour répondre à ces besoins une base économique est nécessaire. Le progrès ce n'est pas la réduction à cette base économique, mais c'est ce développement civilisationnel, le fait que l'on sorte d'une situation de pénurie, dans tous les sens du terme.

La deuxième question épineuse est celle de la démocratie. Par rapport aux dangers, aux menaces de catastrophes qui pèsent sur les sociétés humaines, sur la nature (le réchauffement climatique, etc.), comment répondre de manière démocratique à ces problèmes là ? Il me semble que les réponses qui sont à un moment donné, avec l'aggravation des catastrophes possibles,

des réponses de type autoritaire - voire de type dictatorial - sont inscrites dans le développement même de ces situations. Alors que du côté des réponses démocratiques, on voit bien tout de suite les difficultés, ce qui a été évoqué à propos de la conciliation entre l'autogestion et des réponses égalitaires à l'échelle de l'ensemble des sociétés, y compris à l'échelle du monde. Or, ce sont des contradictions extrêmement fortes et difficiles à maîtriser.

Tous ces éléments doivent être pris en compte qui nous invitent à écarter les solutions de facilité qui consisteraient à dire qu'il y a des réponses toutes prêtes, qu'il suffit d'additionner ceci et cela pour surmonter les problèmes, alors que l'on est confronté à des défis extrêmement importants si l'on veut arriver à concilier l'ensemble des éléments de la situation dans laquelle nous nous trouvons et des défis qu'elle porte. ♦

Francis Sitel



cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

POUR ABONNER VOS PROCHES
c'est gratuit, c'est simple et c'est ici :
<http://plateformecitoyenne.net>

L'écologie face au risque d'un modèle normalisateur

Stéphane Lavignotte

Sur la paix et le désarmement, même si François a démarré par l'histoire du Larzac, il est vrai que l'on n'en a pas beaucoup parlé dans nos interventions. Pourtant, dans les années 80, le mouvement écologiste en Allemagne est un mouvement écolo-pacifiste qui démarre vraiment avec la question de la paix et du désarmement (mes premières manifs à 13 ou 14 ans, c'était avec le CODENE sur la question des missiles : "Ni Pluton, ni SS20, ni Pershing"). Il y a dans l'écologie une veine qui est celle de la non-violence, qui passe par Théodore Monod, par Gandhi, etc.

Le fait qu'on n'en ait pas parlé est un signe : ces questions là dans le mouvement écologiste actuellement sont beaucoup moins présentes dans le débat. De manière plus générale (cela se pose par exemple pour le Front de gauche), c'est incroyable qu'on n'ait pas mis en avant dans nos propositions une campagne sur le désarmement nucléaire et tous les moyens que cela pourrait dégager (ce sont des sommes qui restent quand même assez pharamineuses !)

Sur la technique, effectivement, j'ai traité la question très vite. Comme cela a été dit, il y a toute une pensée très riche (Heidegger, Simondon, Éluill, l'École de Frankfurt, etc.), une pensée de la technique et de la critique de la technique, qui serait justement à reprendre dans sa complexité, dans sa diversité. D'autant plus qu'elle a des applications très concrètes quand on fait les choix politiques : quel type de technique on choisit ? Est-ce que l'on choisit une réponse technique à un problème ou une réponse sociale ? Par exemple, à la délinquance on répond vidéo surveillance ou on apporte des réponses sociales et politiques ? Cela veut dire se coltiner tout un ensemble d'auteurs et de réflexions, mais je pense que c'est nécessaire.

La contradiction entre circuit court et internationalisme ne pose pas la question du pour ou contre le développement des pays du Sud mais du type de développement qu'a entraîné le commerce international tel qu'il existe actuellement. Les mouvements de nos alliés dans les pays du Sud mettent en critique justement ce mode de commerce international, et le développement qui en a découlé. Toute la revendication du mouvement paysan autour de la souveraineté alimentaire porte justement cette mise en critique : le commerce international a permis un certain développement dans les pays du Sud, mais celui-ci est une mise sous tutelle des économies et des agricultures du Sud par le commerce international. Le "bon" commerce équitable est celui qui nous vend à

nous pour pouvoir mieux relocaliser l'économie là-bas et répondre aux vrais besoins des personnes. Donc cela peut être apparemment contradictoire, mais il me semble que si l'on pousse un peu plus loin, cela ne l'est pas tant que ça. Et effectivement, notre boussole, ce sont les mouvements sociaux et politiques dans ces pays là, dont nous sommes proches, et ce qu'ils en disent.

De manière générale, c'est incroyable que ne mette pas en avant dans nos propositions une campagne sur le désarmement nucléaire et tous les moyens que cela pourrait dégager.

Je voudrais revenir sur la manière dont l'écologie risque toujours de tomber dans une logique de modèle et de modèle auquel il faudrait se conformer. Elle rejoint la référence à Lucien Sève : la question écologique a réussi à faire monter (comment la fait-on monter ?) la question anthropologique ? Si vous allez relire les textes de Serge Moscovici (le père), toute sa question justement, dans les années 70, c'est comment on a forcé la coupure culture/nature et humain/nature, et comment la question de l'écologie est finalement la question de quel humain notre société construit. C'est donc bien une question de politique des modes de vie. Ce matin¹, Paul Ariès rappelait que quand on critique le capitalisme, on en oublie souvent comment le capitalisme produit des modes de vie, induit un mode de vie. Il y a quelque chose de contradictoire : ma façon de vivre à moi est un choix, elle est quelque chose de privé, mais (comme on le disait dans les années 70) le privé est politique parce qu'il est construit aussi par un certain nombre de conformations, de dominations, de rapports de force, etc. C'est valable pour la consommation, c'est valable pour les rapports homme/femme.

Il y a donc effectivement un risque quand on amène un autre modèle comme l'écologie : critiquer un modèle qui impose un certain mode de vie, certains rapports entre les gens, et en imposer un autre en disant qu'il faut s'y conformer. Ce sont des tensions que l'on sent dans l'écologie, que l'on peut sentir dans les débats par exemple entre Dumont et Moscovici. Et du côté de Moscovici, on est moins dans un modèle de mode de vie écologiste qu'il faudrait imposer. Il y a une critique des modes de vie dominants qui va avec l'invention de modes de vie alternatifs, non pas pour se conformer à un modèle mais

(1) Lors de la séance sur la gratuité. Voir *Altercommunisme*, n° 8 sur www.comunistesunitaires.net.

pour les faire se multiplier et donner aux gens d'autres choix que le modèle dominant imposé par le système.

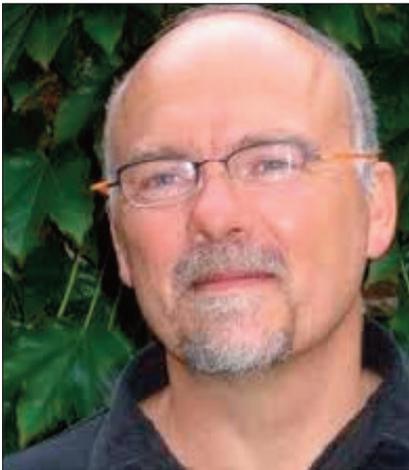
On a parlé d'un modèle plus dionysiaque, et c'est drôle parce que Serge Moscovici en parle justement. Il dit que dans l'histoire, il y a le mouvement orthodoxe qui, en gros, veut toujours conformer, et le mouvement hétérodoxe (il cite ici justement les religions dionysiaques) qui veulent toujours réouvrir le désir, l'imaginaire, l'invention. Donc, s'il y a bien une politique des modes de vie, elle passe d'abord par de la critique et de l'invention. Il faut réussir à se garder de la logique du "conformez-vous à ce modèle là".

On voit bien qu'il faut de l'invention, de la critique, et cela c'est plutôt du côté d'une politique des modes de vie. Comment on invente d'autres modes de vie, c'est plutôt du côté d'une politique des valeurs et des conceptions (qu'est-ce qu'il y a comme valeur, comme vision

des choses, comme désir ?) Mais cela va forcément avec une politique des structures. Parce que je peux toujours, moi, essayer de vivre différemment, mais s'il n'y a pas de transports en commun et que la répartition de la géographie sur l'Île-de-France fait que mon boulot est super loin, j'ai le choix d'y aller en voiture ou à pied... mais à pied, ça va être très difficile ! Donc on est toujours obligé de tenir les structures, les modes de vie, et les valeurs, les conceptions. ♦

Stéphane Lavignotte

Créer des cadres communs



Gilles Monsillon

Il faut se méfier des étiquettes et des noms que l'on se donne. Si l'écologie n'existait pas, les gens qui veulent transformer ce monde et faire autre chose que le capitalisme (disons les révolutionnaires, les vrais communistes, etc.) seraient obligés d'inventer l'écologie, aujourd'hui. Les idées actuelles qui portent l'étiquette écologie, en fait, vont de soi. Cela va tellement de soi qu'il suffit de regarder ce que l'on produit comme actes politiques. Au niveau municipal, regardez les programmes de près : les cycles courts, les voies vélo, la cantine gratuite... Si on liste les mesures prises, on voit que l'on pourrait les mettre dans ce que certains appellent l'écologie. Et que certains, qui ne sont pas habitués à se réclamer de l'écologie et qui font de l'écologie sans le savoir, trouveraient cela tout à fait normal puisqu'ils sont dans le même combat, c'est-à-dire un changement radical de la société avec des ruptures.

Entre nous, souvent nos discussions sur ce terrain de l'écologie porte sur le titre justement : "Intégrer l'écologie au combat émancipateur". Quand j'ai lu cela, je me suis dit que l'on n'avait pas beaucoup à penser : on veut articuler le social et l'écologie, mais on ne fait que cela ! Tous les jours, entre militants, dans les discussions. Mais ce qui ne va pas (du moins il me semble), c'est qu'en le faisant, dans la manière de l'aborder, on met des frontières, y compris dans le cadre de la discussion. Il faudrait, je crois, prendre un terrain plus concret. Prenons la Bretagne et on verra ce que l'on apporte comme réponses. Je suis sûr que l'on apporterait des réponses et les mêmes réponses. Moi, c'est cela qui m'intéresse.

J'ouvre une parenthèse : on est souvent taxé d'être trop facile quand on aborde une question, de faire simple. On leur demande beaucoup aux écologistes. Par exemple sur les automobiles : vous dites qu'il faut reconverter, mais on ne va pas reconstruire des vélos ! On voudrait tous les détails, on voudrait que ce soit nous (pas tous ensemble, mais nous, les écologistes, puisqu'on veut un autre développement, autre chose que le capital) qui apportions d'un seul coup toutes les réponses. Mais on n'est pas tout seul, on est dans le même bateau, on va les apporter ensemble, parce que justement l'intelligence collective n'a pas de frontières. Ce n'est pas un écolo ou un groupe d'écolos qui va apporter les réponses, c'est tous ensemble dans l'évocation justement de ce qu'on a appelé l'alternative, ou les alternatives.

Sur la question d'écrire et de poser un débat sur un projet de société qui s'appelle écosocialisme, je sais que cela pose problème. Mais la décroissance pose problème, tous les noms (on pourrait en rajouter) en posent. À un

moment donné, si on veut vraiment discuter ensemble des mêmes choses, il va falloir trouver le cadre et arrêter de mettre des étiquettes. On parle souvent d'urgence écologique, mais il y a une urgence sociale quand on voit aujourd'hui dans le pays ces millions de chômeurs. Allez dans Paris, baladez-vous dans les rues (je suis sûr que

Ce n'est pas un écolo ou un groupe d'écologues qui va apporter les réponses, c'est tous ensemble dans l'évocation de ce qu'on a appelé l'alternative ou les alternatives.

vous le faites), c'est choquant cette misère ! Il faut associer l'ensemble des choses. Pour ma part, au contraire de beaucoup, j'aimerais bien que l'on ait maintenant à aller dans le même sens et y mettre des convergences plutôt que nos oppositions. Pourquoi ? Parce qu'il y a une urgence et qu'il faut avoir du commun dans les discours. On est entre nous, on peut s'opposer, mais il faut construire le commun sans dire "les écologistes", "les communistes", etc.

On va converger, automatiquement. C'est l'histoire qui nous mène à poser le problème des noms, des étiquettes. Eh bien, peut-être va-t-il falloir aborder les choses autrement qu'en termes d'"intégration". Les écologues, il y a des années, se demandaient comment intégrer la lutte des classes, le marxisme. Mais ça y est, aujourd'hui ils parlent aussi d'expropriation des moyens de production.

Il y a des fondamentaux. Vous le savez, pour se rejoindre il a fallu passer par un certain nombre de choses en commun. Par exemple on a bossé sur le nucléaire. Je parlais de la Bretagne, on a bossé sur Notre-Dame des Landes et on est d'accord, mais cet accord est diffus. Si, au lieu de dire que l'on est d'accord, on bossait en partant des grands projets inutiles et imposés ? Qu'est-ce que ça veut dire pour la mouvance écolo, pour la mouvance dite des communistes ? Pourquoi on préfère autre chose qu'un aéroport, pourquoi on est contre ces grands projets ? Si on le prenait par ce bout, je crois que l'on serait d'accord. Et pas un accord diffus. Parce que si on écrivait, si on parlait de cela précisément plutôt que d'une manière générale, je crois que l'on verrait tout à fait les convergences.

Alors, le débat sur l'écocosocialisme, j'y suis, j'ai essayé de convaincre. Il n'y a pas eu de cadre qui m'a permis, avec un certain nombre, de parvenir à convaincre. Parce que nous sommes dans le Front de gauche et certains, dans le Front de gauche, sur les questions écologues (comme sur d'autres) ont un objectif politique qui n'est pas à deux, trois ans ou quatre ans, mais un peu plus. Et on sait bien qu'il va falloir avec eux se coltiner le projet et pas simplement des programmes tous les ans quand il y a des élections. Tout le monde le sait. Donc s'il existe un cadre, je pense que l'on peut discuter de beaucoup de questions pour faire que le cadre soit le meilleur possible, sans l'écarter. ♦

Gilles Monsillon

“Écocosocialisme” ne convient pas

Gilles Alfonsi

Autant j'ai essayé d'exprimer pourquoi sous certaines conditions, cela vaut le coup qu'on utilise les mots de décroissance et de sobriété (cela se discute d'ailleurs, mais j'ai essayé de dire pourquoi je pense que ces mots là devraient faire partie de notre vocabulaire, sous conditions), autant cela ne veut pas dire que l'on doit accepter ou faire nôtres tous les termes qui sont sur le marché des mots. Et le mot "écocosocialisme", si nous n'y adhérons pas et si on ne le reprends pas, voire même si à certains égards on le contredit, c'est parce qu'il nous pose problème à plusieurs titres. Par exemple, "socialisme" est en train d'échouer sous la forme d'un renoncement à la transformation de la société, dans la mesure où ceux qui portent les politiques social-libérales (c'est-à-dire de droite) continuent de se dire socialistes. Autre problème : le socialisme renvoie souvent à l'idée d'une étape, d'une transition entre la société actuelle et

une société transformée ; mais cette idée d'étape s'est transformée en moyen de renvoyer à beaucoup plus tard, ou à jamais, les transformations profondes, et, par exemple, à renvoyer "le communisme" à jamais. Ce n'est donc pas par coquetterie que nous ne reprenons pas le terme écocosocialisme, ni pour être désagréables !

Il ne suffit pas de faire des appels incantatoires au fait d'avoir des espaces et du vocabulaire communs. Les espaces communs existent, c'est le Front de gauche, c'est Ensemble !, ce sont des espaces où l'on fait de la politique ensemble, et sur tous les sujets. Mais par contre, pour que les choses puissent fonctionner et que l'on puisse avancer ensemble, il faut que chacun comprenne aussi que certains mots ne valent pas le coup d'être repris pour d'autres. Et il y a des mots que Gilles Monsillon utilise et que je n'utiliserai pas, il y a des mots que j'utilise et qu'il ne reprendrait pas à son compte, cela fait partie de la discussion et il faut faire avec. ♦

Il n'y aura pas de combat écologiste efficace sans dépassement du capitalisme



Bruno Bessière

L'interaction des humains avec leur environnement implique que la question écologique ne peut pas leur être extérieure. Je ne développe pas plus puisque cela a déjà été évoqué et je vous renvoie à ce que j'en ai déjà dit dans mon introduction sur la question du combat anthropologique¹.

Une conception de l'écologie anti-humaniste qui extériorise les questions des besoins humains et de l'écologie, voire même les oppose, constitue une impasse totale. On peut toujours dire qu'il faut préserver le milieu naturel, la biodiversité, qu'il faut créer et protéger des réserves naturelles, etc. Mais si on ne se préoccupe pas des moyens d'existence des habitants des territoires concernés, ils vont continuer, par exemple, à déforester pour produire leur alimentation, ou bien, comme en Grèce avec la politique d'austérité et la paupérisation brutale de la population qu'elle entraîne, parce que le bois devient la source d'énergie qui remplace celles qu'ils ne peuvent plus se payer, allant jusqu'à la disparition des arbres dans bon nombre d'endroits.

Il en va de même concernant l'enjeu de produire autant que possible localement et de développer les circuits courts plutôt que le commerce longue distance. Là encore, l'écologie et le social sont indissociables. Produire localement pour répondre aux besoins locaux permettrait, à la fois, de réduire les gaspillages d'énergie (pour le transport, la conservation des aliments, etc.) et de marchandises (pourrissement de produits périssables, etc.), de réduire la pollution et la production de gaz à effet de serre, mais aussi pour les populations de mieux pouvoir accéder aux productions alimentaires. En effet, là où on produit pour l'exportation, cela se fait souvent au détriment des productions vivrières et l'alimentation de la population peut devenir très dépendante d'onerieuses importations soumises aux fluctuations des prix

sur le marché international, provoquant régulièrement des catastrophes.

Sans ambition de dépassement du capitalisme, on ne peut pas mener efficacement le combat sur les questions écologiques. La contradiction entre la logique capitaliste et les objectifs écologiques a déjà été évoquée à travers des exemples, comme celui de l'obsolescence programmée

L'appropriation capitaliste et sa logique de concurrence s'opposent à la coopération et entraîne des gaspillages phénoménaux.

des produits. Mais cela concerne aussi l'appropriation capitaliste et sa logique de concurrence qui s'opposent à la coopération et entraîne des gaspillages phénoménaux. Ainsi, le secret de la recherche privée, les brevets et le non partage conduisent à une multiplication d'équipements évitable, comme la prolifération des antennes relais pour des réseaux téléphoniques concurrents.

Les questions écologiques doivent être envisagées et traitées de manière cohérente. L'écologie prise par petits bouts dissociés les uns des autres peut aboutir à des résultats écologiquement insatisfaisants ou catastrophiques. Se jeter sur la première idée qui passe sans forcément en examiner toutes les implications peut se révéler contre-productif ; les biocarburants en ont fourni un bon exemple. Gilles Alfonsi a évoqué un autre exemple, sur lequel les communistes unitaires avaient alerté dès le départ, celui des problèmes générés par un arrêt brutal de la production de l'électricité nucléaire et le risque, voire la certitude, que des pays substituent à une part importante de leur production électrique d'origine nucléaire celle de centrales thermiques productrices de gaz à effet de serre. Malgré l'augmentation de la production d'énergie renouvelable, c'est exactement ce qu'il s'est passé en Allemagne où a été immédiatement engagée la construction de nouvelles centrales thermiques, notamment au charbon et au lignite, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Or, une soi-disant solution qui conduit à l'abandon du nécessaire objectif de diminution de la production de gaz à effet de serre n'est pas acceptable.

Concernant la planification - là où il pourrait y en avoir une, car il ne s'agit pas d'essayer d'enfermer l'avenir dans un cadre complètement défini à l'avance - ce devrait être le produit d'une co-élaboration et pas de décisions étatistes, bureaucratiques, qui s'imposeraient à tout le monde sans décision démocratique. ♦

1 Voir séminaire Communisme, 1/6/2013, *Altercommunisme*, n° 5, sur www.comunistesunitaires.net.

Des lieux de débats pour fédérer et construire l'alternative

François Longéras

Sur la question de la République, qui permet d'aborder la question des territoires. Si j'ai des idées sur cette question, ce sont des idées élaborées avec d'autres ! C'est une question de boussole. La République autogérée, pour moi, c'est une boussole. C'est le retour à mes premières amours après avoir été surtout marxiste révolutionnaire (et pas stalinien, je ne suis pas un post-stalinien, je suis un post-marxiste révolutionnaire, ça marque quand même la vie). Donc l'autogestion m'a toujours été un peu proche, maintenant je me la réapproprie beaucoup plus fortement qu'avant. Je pense qu'aujourd'hui sans l'appareil d'État pour faire l'égalité des territoires, on n'y arrivera pas. Mais je suis pour l'extinction de l'appareil d'État, qu'on soit bien clair là-dessus ! Je l'ai appris au lycée quand j'ai commencé avec Marx, je garde cette conception.

La question est que si, par exemple, on prend les territoires et la question de l'énergie, il y a la diversification de l'énergie. Nous n'avons jamais dit dans les mouvements écolos, comme ceux qui découvrent tout cela, que la fin du nucléaire se ferait en 15 jours. Nous avons toujours dit entre 15 et 25 ans. Et on n'a pas dit qu'il fallait balancer du charbon à tour de bras à la place. Dans le programme du Front de gauche, il est dit que la distribution de l'énergie, la distribution de l'électricité, c'est nationalisé. Je suis à fond pour, mais il faut bien un appareil pour les structurer. Le seul moyen de gérer l'égalité des territoires, c'est au niveau national, voire européen, je ne vois pas d'autres solutions.

Sur la production, le débat est complètement ouvert, en fonction de la qualité des territoires, et puis même sur la forme d'organisation. Il y a des endroits en France où la production d'électricité est socialisée : en SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif), il y a un réseau, Enercoop, qui fait très bien ce boulot là et qui est globalement démocratique ; et puis il y a des régimes publics de production d'électricité dans des communes historiquement d'origine communiste, c'est aussi intéressant. Il y a de multiples formes possibles pour réussir la socialisation, on travaille et il y a beaucoup à réfléchir.

Sur la question de la décroissance, dans une mouvance décroissante qui se retrouvait beaucoup à l'extérieur des Verts (mais en même temps on y était), on a longtemps expliqué que c'est un problème de terminologie mais aussi de sens que cela porte pour les gens dans la population. On parlera plutôt aujourd'hui d'objection de croissance, parce que peut-être que les gens vont mieux comprendre de quoi on parle. Mais c'est le même sujet. De même pour le terme d'écosocialisme. Je pense que

c'est un cadre aussi de débat aujourd'hui (on n'en fait pas une affaire d'État). Je l'emprunte aux courants issus plutôt de La Ligue communiste révolutionnaire et du courant trotskyste que des courants socialistes républicains (Mélenchon et compagnie) ou des Verts. C'est Michael Löwy qui m'a appris cela. Je comprends que je n'ai pas le même choc, la même appréhension que

Sur la production, le débat est complètement ouvert, en fonction de la qualité des territoires. Il y a de multiples formes possibles pour réussir la socialisation.

beaucoup d'anciens camarades communistes ou de néo-communistes ou communistes unitaires par rapport au terme socialisme. Et c'est vrai, on va chercher et on va trouver quelque chose (Lénine a trouvé le socialisme, ça n'allait plus il a pris communisme, et après on a autre chose), mais il ne faut pas non plus fétichiser les termes. L'important c'est qu'il y ait des lieux de débats qui fédèrent et qui construisent l'alternative. Pour moi, c'est extrêmement important.

Et on est d'accord sur une chose : d'un point de vue marketing, la campagne de Greenpeace est super. Du point de vue de ce que cela montre de ce que peut être un mouvement citoyen, c'est dramatique. C'est tout sauf de l'éducation populaire, c'est exactement l'inverse de l'éducation populaire. Mais c'est magnifique parce qu'ils savent faire, donc il faut que l'on apprenne à faire des choses comme cela. ♦

Reprendre la notion de développement

Makan Rafadjou

Je pense très sincèrement qu'il y a de la convergence - ce pour quoi nous sommes là -, on cherche du commun, on cherche à avancer. En même temps, la question n'est pas le fétichisme des mots, c'est la lutte des idées et y compris les pratiques qui vont avec. Par exemple, par rapport à l'État, on peut peut-être même tous être d'accord que in fine, dans le Front de gauche, on est pour l'extinction de l'État, mais d'ici là, quelles sont les pratiques qui le permettent ? C'est le débat entre nous, un débat plutôt fécond, qui ne doit pas empêcher d'aboutir à des objectifs immédiats parce qu'il y a de l'urgence.

Je ne sais pas s'il faut dire décroissance ou pas, mais je pense qu'il ne faut pas lâcher le mot développement. Et il faut insister là-dessus. Les choix portent sur le mode de développement, le type de développement, en termes de civilisation, de société humaine, en rapport avec une certaine notion de progrès. Quel progrès ?

Sur la technique, on est d'accord, il n'y a pas de hiatus. Sur l'invention, l'inventivité, je suis très sensible à la référence à Castoriadis, mais ce qui m'interpelle, y compris par rapport à ma propre histoire de communiste, c'est comment on invente, voire comment on invente radicalement, en rupture. Et je voudrais surtout que l'on évite la page blanche. C'est-à-dire que sur un territoire, on invente dialectiquement par rapport au territoire qui est là, c'est l'enjeu anthropologique que j'évoquais. Je ne mythifie pas les sociétés d'avant, même si ce matin on a dit qu'il y a des formes précapitalistes qu'on a intérêt à remobiliser, mais l'homme a inventé à travers la planète une façon d'habiter les territoires, en pleine symbiose souvent avec la nature, voire avec la nature difficile. Donc là, il y a une réappropriation à faire.

Il y a des contradictions que l'on a intérêt à creuser, par exemple entre besoin et désir. Cela ne va pas de soi : qui les détermine, comment on objectivise ?

En fait, si l'on accepte que l'on est dans une phase de transition - parce qu'on est tous d'accord, ce ne sont pas les lendemains qui chantent, ce n'est pas le grand soir, donc on est dans une phase de transition -, alors on a un double impératif, un impératif anthropologique et un impératif écologique qui s'interpénètrent à un certain point. Si on a ce double impératif dans une phase de transition, si on dit qu'il y a pas de vérité révélée, si on dit qu'on n'a pas de solution toute faite, cela signifie que nous-mêmes, pour sortir - comme disait Marx - de la préhistoire de l'humanité, nous allons être dans une

phase d'expérimentation. Sur un certain nombre de choses on va avancer. On va dire aux Allemands : oui vous arrêtez le nucléaire trop tôt, ça va être le charbon, c'est mauvais. Mais sur d'autres solutions écologiques, l'évidence est moindre. Cela veut dire qu'on accepte d'expérimenter ensemble, qu'on tâtonne, qu'on accepte à un moment donné de revenir à une expérience donnée, de réévaluer, de refaire autre chose. Sinon, j'ai peur que l'on aboutisse in fine à un catalogue de mesures qui risque d'être un peu périmé avant la lettre.

Je finis sur le risque de la fracture écologique. Prenons le bâtiment, le neuf et l'ancien. Pour l'ancien, on a un problème énorme dans la mise aux normes écologique

Il faut expérimenter ensemble, tâtonner, accepter à un moment donné de revenir sur une expérience donnée... Sinon, j'ai peur que l'on aboutisse à un catalogue de mesures qui risque d'être périmé avant la lettre.

des bâtiments (y compris la préservation du patrimoine) et si ça ne repose que sur le bien et les moyens financiers des propriétaires des logements, c'est mal barré. Mais même sur le neuf, méfions-nous de la façon dont aujourd'hui les normes écologiques sont appliquées (je suis bien placé parce que je le fais tous les matins). Les normes imposent des choses qui sans elles ne se feraient peut-être pas (tous les bétonniers de France, il y a à peine 10 ans, disaient que c'était impossible à faire et dès que les normes ont été là, ils avaient tous des solutions et ils y sont arrivés). Donc c'est bien que les normes existent, cela oblige à. Mais en même temps ces normes aujourd'hui sont avant tout des normes techniques. C'est-à-dire qu'elles sont elles aussi soumises à l'obsolescence technique, voire à l'obsolescence normative. Or, on est en train de construire ou vendre aux gens des biens qui sont plus chers à la construction et à la vente, pour un supposé retour sur la question de la réduction des charges. Et là, il n'y a aucune obligation, c'est-à-dire qu'au moment de sa livraison, on vérifie que le bâtiment répond à toutes les normes écologiques, mais il n'y a aucune obligation sur son fonctionnement. Et pourquoi ? Parce qu'on dit que les gens ne savent pas habiter.

Donc méfions-nous d'une ville et de logements où demain il faudra un permis d'habiter pour savoir habiter les logements qu'on habite. Là il y a un risque de fracture écologique, parce que l'on sait tous que ceux qui ont plus de culture, plus de moyens, etc., vont vivre cela différemment par rapport aux autres. ♦